



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



PLAN D' ACTIONS NATIONAL POUR LA GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES (PAN-GIZC) Période 2019 - 2023



Source: Guidemartinique.com



Source: site du visiter l'Afrique



Photo: RANDRIAMARO



GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY
INVESTING IN OUR PLANET



UNEP



PAZC

ACRONYMES

BV :	Bassins Versants
CC :	Changement Climatique
CCNUCC :	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CNGIZC :	Comité National de la Gestion Intégrée des Zones Côtières
COP 23 :	Conférence des Parties, 23 ^e édition
CRGIZC :	Comité Régional pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières
FAO :	Food and Agriculture Organization
GIZC :	Gestion Intégrée des Zones Côtières
GTR :	Groupe de Travail et de Réflexion
IEC :	Informations – Education - Communication
IOV :	Indicateurs Objectivement Vérifiables
MEDD :	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MESUPRES :	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MAEP :	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
ODD :	Objectifs du Développement Durable
ONU :	Organisation des Nations Unies
PAN-GIZC :	Plan d'Actions National pour la GIZC
PAR-GIZC :	Plan d'Actions Régional pour la GIZC
PCD :	Plan Communal de Développement
PN :	Parc National
PRD :	Plan Régional de Développement
PROGECO :	Programme Régional de Gestion Durable des Zones Côtières des Pays de l'Océan Indien
PTA :	Plan de Travail Annuel
RBM :	Reserve de la Biosphère Marine
SAPM :	Système des Aires Protégées Marines
SECMER :	Secrétariat d'Etat en charge de la Mer
SSE :	Système de Suivi Evaluation
TDR :	Termes de Références
ZC :	Zones Côtières (et marines)
ZFH :	Zones Fonctionnelles Halieutiques
ZH :	Zones Humides

TABLE DE MATIERES

GLOSSAIRES.....	iii
RESUME EXECUTIF.....	vi
I. INTRODUCTION.....	2
1.1- REACTUALISATION DU DOCUMENT PAN-GIZC.....	2
1.2- RESPECT DU PROTOCOLE A TOUS LES NIVEAUX ADMINISTRATIFS	2
1.3- PRISE EN COMPTE DES CONVENTIONS INTERNATIONALES ET DES STRATEGIES NATIONALES	3
1.3.1- Politique Nationale pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières et son cadre stratégique de mise en œuvre : la Stratégie Nationale de Développement Durable des Zones Côtières et Marines.	3
1.3.2- Politique Générale de l'Etat (PGE)	5
1.3.3- Passage des OMD aux ODD.....	6
1.3.4- Autres conventions internationales	7
1.3.5- Stratégies nationales	7
1.4- GRANDS PRINCIPES DU PLAN D' ACTIONS NATIONAL GIZC	8
1.4.1- Base du contenu du PAN-GIZC	8
1.4.2- Articulation de la mise en œuvre du PAN-GIZC	8
1.4.3- Prise en compte de l'importance des différentes intégrations	9
II. PROBLEMATIQUES AU NIVEAU DES REGIONS ET PAR COMPOSANTE	10
III. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU PAN-GIZC MIS A JOUR	19
IV. CADRE INSTITUTIONNEL CHARGE DE LA COORDINATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PAN-GIZC	38
4.1- CHAMPS D'APPLICATION TERRITORIAL DU PAN-GIZC 2019-2023	39
4.1.1- Informations diverses sur les 13 Régions littorales	39
4.1.2- Informations fondamentales dans le contexte du changement climatique	41
4.2- MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SUIVI EVALUATION	47
4.2.1- CADRAGE GENERAL DU SYSTEME DE SUIVI EVALUATION	47
4.2.2- GRANDES LIGNES DU SYSTEME DE SUIVI EVALUATION	47

GLOSSAIRES

Adaptation : ajustement des systèmes naturels ou des systèmes humains face à un nouvel environnement ou un environnement changeant.

L'adaptation aux changements climatiques indique l'ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques présents ou futurs ou à leurs effets, afin d'atténuer les effets néfastes ou d'exploiter des opportunités bénéfiques. On distingue divers types d'adaptation, notamment l'adaptation anticipée et réactive, l'adaptation publique et privée, et l'adaptation autonome et planifiée.

Aménagement intégré des zones côtières : un processus continu d'administration qui a pour finalité l'introduction de pratiques de développement durable, de conservation des zones côtières et de leur biodiversité. Pour cela, la GIZC, à travers des aménagements appropriés, établit et maintient les meilleurs usages et activités pour un développement durable des zones côtières et en plus, elle se préoccupe de l'amélioration de l'environnement physique côtier en adéquation avec les normes communautaires (Commission Européenne).

Approche éco systémique : approche de gestion qui prend en compte la complexité des écosystèmes et les interrelations entre les différentes composantes.

Approche intégrée : une approche intégrée d'une problématique à l'interface entre la nature et l'Homme consiste à l'analyser de façon partagée entre recherche, décideurs et société civile (au sens large, tous les acteurs intéressés à cette problématique), de façon à en réaliser un diagnostic et à envisager une manière d'y faire face en se préoccupant de la préservation de l'environnement, de l'efficacité économique et de l'équité sociale. L'approche intégrée suppose ainsi l'intégration dans leur diversité des acteurs, des disciplines, des étapes, dans une démarche visant à traiter une problématique dans sa complexité

Atténuation : signifie la lutte contre les causes. En ce qui concerne le changement climatique, on trouve au premier plan la réduction des émissions qui sont la principale cause du réchauffement climatique

Changements climatiques : les changements climatiques désignent une variation statistiquement significative de l'état moyen du climat ou de sa variabilité persistant pendant de longues périodes (généralement, pendant des décennies ou plus). Les changements climatiques peuvent être dus à des processus internes naturels ou à des forçages externes, ou à des changements anthropiques persistants de la composition de l'atmosphère ou de l'affectation des terres. On notera que la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), dans son Article 1, définit les changements climatiques comme étant des « *changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables.* » La CCNUCC fait ainsi une distinction entre les « changements climatiques » qui peuvent être attribués aux activités humaines altérant la composition de l'atmosphère, et la « variabilité climatique » due à des causes naturelles.

Croissance bleue : la croissance économique, intelligente, durable, inclusive et de l'emploi résultant des océans, des mers et des côtes.

Collectivité territoriale : groupements humains géographiquement localisés sur une portion déterminée du territoire, auxquels l'Etat a conféré la personnalité juridique et le pouvoir de s'administrer par les autorités élues (communes, provinces).

Développement durable : « C'est un développement qui permet de satisfaire les besoins des générations actuelles, sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les

leurs. » (Commission mondiale pour l'environnement et le développement). Le développement durable peut se définir par une série de grands principes qui constituent sa charte:

- la gestion intégrée : gestion globale qui tient compte de toutes les relations et interactions existant entre les systèmes. Elle se traduit par l'adoption d'une démarche transversale (plutôt que sectorielle), multi partenariale et interdisciplinaire ;
- la gouvernance : la gouvernance implique des approches rationnelles de la décision, basée sur des indicateurs et des évaluations ;
- le long terme : la réflexion des actions et projets se projette sur une échéance supérieure à quatre ou cinq ans ;
- la précaution : elle se traduit par le maintien d'un certain nombre d'options possibles ouvertes lorsque subsiste un doute ou une incertitude ;
- la prévention : la prévention implique un choix des solutions limitant les impacts, afin de réduire les actions correctives après la mise en œuvre ;
- la responsabilité : un engagement global et universel qui renvoie à la responsabilité individuelle et locale. Elle débouche sur le principe de pollueur- payeur qui stipule que les responsables des pollutions et nuisances sont ceux qui assument les coûts ;
- la subsidiarité : principe de travail à l'échelon de décision le mieux approprié pour agir efficacement en faveur de l'intérêt général ;
- la solidarité : notion de reconnaissance d'intérêts communs entre personnes, entreprises, Etat, impliquant pour les uns l'obligation morale de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance. [« Développement durable ». *Microsoft Encarta 2009 (DVD)*. Microsoft Corporation, 2008]

Economie bleue : toutes les activités économiques qui dépendent de la mer : par exemple, le tourisme côtier, le pétrole et le gaz off-shore, le transport maritime de courte et longue distance, services de passagers en yacht ou autres, pêche, croisière tourisme, protection des littoraux, etc..

Ecosystème : système d'organismes vivants en interaction, ainsi que leur environnement physique. Les limites de ce que l'on peut appeler un écosystème sont quelque peu arbitraires, et dépendent du centre d'intérêt ou de l'étude. Par conséquent, l'étendue d'un écosystème peut aller de très petites échelles spatiales jusqu'à l'ensemble de la terre.

Élévation du niveau de la mer : augmentation du niveau moyen de l'océan. Une élévation eustatique du niveau de la mer est un changement du niveau moyen de la mer à l'échelle mondiale dû à une modification du volume des océans mondiaux. Une élévation du niveau de la mer relative se produit lorsqu'il y a une augmentation nette du niveau de l'océan par rapport aux mouvements terrestres locaux. Les évaluations des modélisateurs en climatologie portent principalement sur le changement eustatique du niveau de la mer, alors que les spécialistes des incidences étudient plus particulièrement le changement du niveau de la mer relatif.

Externalité : l'externalité intervient lorsqu'une décision prise par l'un des acteurs contraint les possibilités de choix des autres acteurs dans un même système, en l'absence d'agrément ou de système de compensation.

Gestion adaptative (évolutive) : une gestion adaptative est une stratégie d'actions où les politiques, les plans et les programmes peuvent être adaptés au fur et à mesure que les connaissances progressent et/ou les contextes (environnemental, économique, social) changent.

Gestion Intégrée des zones côtières (GIZC) : la Gestion Intégrée de la Zone Côtière (GIZC) (*Integrated Coastal Zone Management*) est un processus dynamique qui réunit gouvernement et société, science et décideur, intérêts publics et privés en vue de la préparation et de l'exécution d'un plan de protection et de développement des systèmes et ressources côtières. Ce processus vise à maximiser les choix à long terme privilégiant les ressources et leur usage raisonné et raisonnable. La

gestion intégrée des zones côtières apparaît ainsi comme l'instrument privilégié du développement durable de cet «éco-socio-système» complexe, en réconciliant développement et équilibre biologique des ressources sur le long terme, et en liant définitivement les questions environnementales et sociales» (Cicin-Sain, Knecht, 1998). La GIZC peut donc se résumer à la déclinaison littorale des principes du développement durable. Il ne s'agit donc pas d'un outil opérationnel mais d'un principe organisateur essentiel pour définir l'idéal vers lequel tendre et guider l'action ; c'est dans ce sens qu'elle assoit son bien-fondé et son utilité sociale (Meur-Ferec, 2008).

Selon la Directive cadre 2008/56/CE "Stratégie pour le milieu marin", la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est une démarche et un outil de gouvernance des territoires littoraux visant à un développement durable. Elle promeut une gestion intégrée de l'espace et des ressources prenant simultanément en compte les enjeux terrestres et marins, naturels économiques et sociaux d'une zone littorale définie comme territoire cohérent de réflexion et d'action

Incidences climatiques : conséquences des changements climatiques sur les systèmes humains et naturels. En fonction de l'adoption de mesures d'adaptation, on peut distinguer les incidences potentielles et les incidences résiduelles.

- incidences potentielles : toutes les incidences susceptibles de se produire dans le cas d'un changement climatique prévu, sans mesures d'adaptation. .
- incidences résiduelles : les incidences des changements climatiques qui devraient se produire après adaptation.

Intégration : degré de liaison ou d'interdépendances horizontales et verticales existant entre les disciplines, les secteurs, les interventions de planification ou les niveaux administratifs dans un espace donné.

Littoral : en géomorphologie, le littoral est traditionnellement défini comme le domaine compris, au sens strict, entre les plus hautes et les plus basses mers (Guilcher, 1954). Cette acception très restrictive revient à considérer que le littoral se limite à l'estran. Cependant, comme l'a souligné A. Guilcher lui-même, la zone influencée par les forces littorales est plus étendue que l'estran puisqu'elle comprend également l'arrière-côte (falaises, dunes, marais maritimes, estuaires...) et une partie des fonds immergés (avant-côte) dont l'extension, en particulier vers le large et en profondeur, n'est pas précisément définie. Ainsi, le littoral s'étend à « l'espace influencé par les forces marines agissant au contact du continent, c'est la zone où s'affrontent et s'interpénètrent la terre et la mer. » (George et Verger, 2006). Selon le Secrétaire d'Etat chargé de la Mer (SECMER), le littoral est également le lieu où s'affrontent et s'interpénètrent la terre et la mer, l'espace influencé par les forces marines, dont l'embrun marin¹, agissant au contact de la partie terrestre.

Plan de gestion : ensemble de politiques et d'activités coordonnées, répondant à des objectifs de résolution de problèmes bien définis dans un espace donné, sur une échelle temporelle définie.

Politique : recueil des principes indiquant une activité, ou une orientation voulue et acceptable à une organisation ou un gouvernement.

Pollution à source non ponctuelle : pollution dont la source ne peut pas être désignée par des points spécifiques, telle que des zones de production agricoles, de foresterie, d'exploitation minière à ciel ouvert, d'élimination des déchets et de construction.

Pollution à source ponctuelle : pollution provenant d'une source confinée et déterminée, telles qu'un tuyau, fossé, tunnel, puits, conteneur, centre d'alimentation animale, ou structure flottante.

Protection : en termes de gestion du littoral, le mot « protection » peut être ambigu. Il peut en effet concerner à la fois la protection - conservation du milieu naturel (très dynamique par définition sur les

¹ A noter que selon le Secrétariat de la Mer, l'embrun marin conditionne de manière considérable les types de culture praticable au niveau des zones côtières, telles la vanille, le girofle.

côtes). Ou bien, dans un sens très différent, il concerne la protection des biens contre la mer. La nuance est fondamentale car dans un cas l'aléa est anthropique (la pollution ou l'urbanisation excessive par exemple) et l'enjeu est naturel (les espaces et les espèces) ; et dans l'autre cas l'aléa est naturel ou semi-naturel (érosion et submersion) et les enjeux anthropiques (les bâtiments, infrastructures, activités économiques....). Certains acteurs jouent très habilement sur cette ambiguïté pour chercher à financer des ouvrages de défense contre la mer au titre de la défense de la nature.

Zones Côtières et marines: sont délimitées comme :

- côté terre, l'ensemble des communes côtières, districts côtiers, des 13 Régions littorales, et tous les espaces définis par les Bassins Versants, fortes pentes ;
- côté mer, l'ensemble du plateau continental dans la limite de la Zone Economique Exclusive de Madagascar, en conformité avec sa ratification de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (UNCLOS) ;
- la partie de l'atmosphère se trouvant au-dessus de la partie marine et terrestre de Madagascar



Atelier de Validation Nationale du Plan d'Actions National pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières mis à jour (PAN-GIZC 2019 - 2023)



Reboisement des palétuviers

RESUME EXECUTIF

Mandaté par le Gouvernement de la République de Madagascar qui l'a institué par arrêté n° 2169/2009 du 12 Février 2009, le Comité National pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières (CNGIZC) a entrepris depuis Septembre 2009 l'actualisation des documents cadres pour le développement des zones côtières et marines du pays.

Ainsi, en 2010, le Gouvernement a adopté le décret n°2010-137 du 23 Mars 2010, portant réglementation de la gestion intégrée des zones côtières à Madagascar, décret qui confère une base juridique officielle à l'adoption de « **La Politique Nationale pour la Gestion intégrée des Zones Côtières** » et de « **la Stratégie Nationale de Développement durable des zones Côtières et Marines** » dans une vision « *les zones côtières et marines de notre grande et belle ile, riches de ressources abondantes et diversifiées mais fragiles, sont mieux gérées, et prospèrent par et pour les générations actuelles et futures* ».

La Stratégie Nationale de Développement Durable des Zones Côtières et Marines constitue le cadre stratégique de mise en œuvre de la Politique Nationale pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières. A ce titre, elle définit de manière précise les finalités générales attendues, par la combinaison de tous les éléments à la disposition des acteurs et l'intégration de tous les facteurs politiques, économiques, culturels et sociaux.

Le Plan d'Actions National des Zones Côtières (PAN-GIZC) constitue le Document de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de développement des Zones côtières. Selon le Document du PAN-GIZC 2011-2015, ce Plan d'actions serait mis en œuvre par séquences de cinq ans, appelées « Programmes Nationaux de Gestion Intégrée des Zones Côtières », sur un horizon de dix (10) ans. Le premier Programme National de Gestion Intégrée des Zones Côtières (PAN GIZC I) porte sur la période 2011-2015.

Le Document PAN-GIZC version 2011-2015 a été mis en œuvre conformément aux exigences de l'OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) avec ses huit objectifs et qui ont formé un plan approuvé par tous les pays du monde et par toutes les grandes institutions mondiales de développement, dont Madagascar. Les OMD ont galvanisé des efforts sans précédent pour répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde et arrivèrent à expiration à la fin 2015. Les prises de décisions durant les différentes Assemblées de l'ONU (ODD, COP 23,...), ainsi que les différentes stratégies préconisées par les différentes organisations internationales (FAO, ...) durant les cinq dernières années misent particulièrement sur l'adaptation au changement climatique et sur le concept du développement durable par le biais des pratiques agricoles résilientes. En ce sens, il est primordial que le PAN-GIZC prenne en compte ces différentes mesures et doive l'intégrer dans certaines des actions y mentionnées.

Au niveau national, le secrétariat d'Etat à la Mer (SECMER) avait initié un Document de Stratégie sur l'Economie bleue qui avait pour but de fixer les objectifs et les orientations en la matière. Il est important aussi de souligner que l'économie bleue à Madagascar serait soutenue par la mise en place de la planification spatiale marine (PSM) qui vise à prévenir les empiètements des activités menées sur l'espace maritime Malagasy et les zones côtières, à les harmoniser sur le long terme afin de promouvoir l'économie bleue.

Le PAN-GIZC mis à jour (version 2019-2023) étant une déclinaison du Document de la stratégie nationale avec ses composantes stratégiques, il constitue le **cadre référentiel pour la mise en œuvre du Document de Politique GIZC au niveau national**² et dont la durée sera de 5 ans (2019-2023).

La mise à jour de ce document a été réalisée avec le concours du Projet d'Adaptation des zones Côtières PAZC du Bureau National de Coordination des Changements Climatiques BNCCC du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable MEDD.

² Cette proposition rejoint les recommandations issues des consultations individuelles proposant le Document PAN-GIZC comme un Document référentiel.

Le PAN-GIZC prend en considération le Politique General de l'Etat (PGE) qui constitue la base fondamentale de tout le processus de développement à Madagascar, les actions qui y sont définies font partie d'un ensemble, et tenant compte des spécificités des zones côtières et marines national. Il s'articule autour de trois domaines prioritaires qui constituent le triangle du développement durable :

- l'économie : création de richesses pour tous à travers des modes de consommation et de production durables
- l'équité sociale : participation de tous les groupes sociaux,
- l'environnement : conservation et gestion durable des ressources.

La **mise en œuvre du PAN-GIZC** s'articule autour d'une trilogie interdépendante qui conditionne le développement durable des zones côtières et marines:

- les 13 régions littorales,
- le système de partenariat constitué par les Services techniques des différents Ministères concernés, les organismes/ organisations impliquées dans la GIZC, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) impliqués dans la mise en œuvre du PAN-GIZC, et dont les actions sont coordonnées par le CNGIZC;
- le Plan d'Actions National GIZC lui-même qui retrace dans son ensemble les grandes lignes devant être réalisées par le CNGIZC avec l'appui du système de partenariat durant les 5 années de sa mise en œuvre. **En ce sens, le CNGIZC est le responsable de la mise en œuvre du PAN-GIZC avec l'appui du système de partenariat.**

Le PAN-GIZC prend en considération le **fondement des différentes intégrations** qui constitue la base fondamentale de tout le processus de la GIZC :

- l'intégration des échelons administratifs (verticale),
- l'intégration intersectorielle (horizontale),
- l'intégration des disciplines entre scientifiques (sciences naturelles et humaines) et le développement de proximités entre chercheurs et gestionnaires,
- l'intégration spatiale et temporelle dans le respect de la cohérence globale (non limité à la seule bande côtière) du territoire,
- l'intégration des représentations des acteurs et de leurs intérêts par des démarches de concertation avec les parties prenantes et la population.

Le Plan d'Actions National mis à jour et qui sera mis en œuvre pour une période de 5 ans (2019-2023), constitue un cadre référentiel. Il comprend 10 Objectifs spécifiques, 28 Résultats attendus et 87 Actions. Les grandes lignes sont présentées dans le tableau 1 au verso.

Les activités à réaliser dans le cadre de ce Document référentiel seront identifiées lors de la conception et élaboration du Plan de Travail annuel (PTA) selon un processus participatif, intégré et concerté de tous les membres du CNGIZC.

Le tableau suivant résume le cadre logique du présent PAN.

Tableau 1 : Grandes lignes du cadre logique du PAN-GIZC mis à jour

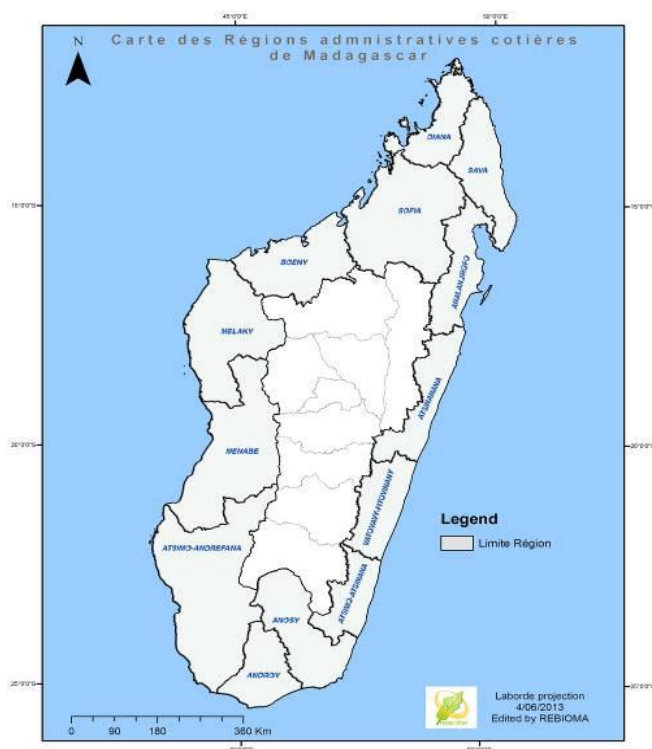
RESULTATS	ACTIONS	ECHEANCES
Composante Stratégique 1 : Améliorer et renforcer la gouvernance des zones côtières et marines		
Objectif spécifique 1.1 AMELIORER LE CONTEXTE DE GOUVERNANCE DES ZONES COTIERES ET MARINES EN VUE DE PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DURABLE		
R1.1.1- La représentativité des acteurs/intervenants sur les zones marines et côtières au sein du CN GIZC est effective	A.1.1.1.1 Lobbying auprès des entités intervenantes sur les zones marines et côtières pour leur participation effective au sein du CNGIZC	ANNEE 1
	A.1.1.1.2 Echange d'informations et concertation sur les éventuels problématiques	ANNEE 1 à 5
	A.1.1.1.3 Renforcement de la communication du CNGIZC pour son ancrage	ANNEE 1 à 5
	A.1.1.1.4 Organisation et réalisation de renforcement de capacité sur le processus GIZC et l'intégration des thèmes transversaux des membres du CNGIZC	ANNEE 1 à 5
R1.1.2- Les actions GIZC sont harmonisées	A.1.1.2.1 Sensibilisation sur la GIZC au niveau de tous les acteurs nationaux et régionaux (départements ministériels)	ANNEE 1 à 5
	A.1.1.2.2 Renforcement de la mise place des CRGIZC	ANNEE 1 à 5
	A.1.1.2.3. Appui, facilitation et incitation pour la promotion de la concertation à tous les niveaux.	ANNEE 1 à 5
	A.1.1.2.4. Résolution des éventuels problèmes et conflits rencontrés par les Comités GIZC régionaux et locaux	ANNEE 1 à 5
	A.1.1.2.5. Valorisation des plateformes de concertation existante pour la synergie des actions/ interventions	ANNEE 1 à 5
	A.1.1.2.6 Partage des bonnes pratiques GIZC (visite d'échange)	ANNEE 1 à 5
R1.1.3- La reformulation de la politique et de la stratégie de gestion durable des ZC et M est réalisée	A.1.1.3.1 Diagnostic du contexte par rapport à l'évolution des enjeux	ANNEE 5
	A.1.1.3.2 Reformulation de la politique et de la stratégie de gestion durable des Zones Côtières et Marines	ANNEE 5
	A.1.1.3.3 Actualisation périodique du PAN GIZC	ANNEE 5
R1.1.4- L'approche GIZC est intégrée dans les outils de gouvernance : SRAT, PRD, AMP, GELOSE, Finance (mobilisation des ressources disponibles)	A.1.1.4.1 Inventaire et analyses des outils existants	ANNEE 1
	A.1.1.4.2 Elaboration de directives d'intégration en considérant les autres thèmes transversaux (CC, EB, genre...)	ANNEE 1 à 2
	A.1.1.4.3 Diffusion des Outils d'intégration de l'approche GIZC	ANNEE 3 à 5
	A.1.1.4.4 Suivi et accompagnement lors de l'application de directives d'intégration	ANNEE 3 à 5
R1.1.5- Les connaissances scientifiques sont créées et gérées	A.1.1.5.1- Inventaire des données et informations disponibles sur la GIZC	ANNEE 1
	A.1.1.5.2 Capitalisation des connaissances sur la GIZC et facilitation du partage de connaissance	ANNEE 2
	A.1.1.5.3 Développement des recherches sur la dynamique de la GIZC	ANNEE 3 à 5
	A.1.1.5.4 Standardisation des indicateurs nationaux relatifs à la GIZC (prendre mangrove/ récif corallien comme pilote)	ANNEE 4
R 1.1.6- L'approche GIZC est promue dans la mise en œuvre des actions pour la protection et conservation des ressources marines et	A.1.1.6.1- Promotion de l'approche GIZC dans la mise en œuvre des activités des programmes/ projets des intervenants pour la protection et conservation des ressources marines et côtières (SAPM/ZH/RBM).	ANNEE 2 à 5
	A.1.1.6.2- Mise en place d'un mécanisme de partage des	ANNEE 2

RESULTATS	ACTIONS	ECHEANCES
côtières	résultats et acquis des programmes/ projets	
	A.1.1.6.3- Promouvoir la concertation entre les acteurs afin d'améliorer l'approche	ANNEE 2 à 5
R 1.1.7- Les textes relatifs à la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines sont strictement appliqués	A.1.1.7.1- Inventaire des instruments juridiques et des gaps en matière de protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines	ANNEE 1
	A.1.1.7.2- Elaboration de textes règlementaires pour faire face aux vides juridiques	ANNEE 2 à 5
	A.1.1.7.3- Education, sensibilisation, information/formation sur la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines, auprès des acteurs stratégiques (services techniques déconcentrés...)	ANNEE 2 à 5
Objectif spécifique.1.2- PROMOUVOIR LE SYSTEME DE SUIVI ET EVALUATION DES ACTIONS GIZC		
R.1.2.1- Un système de suivi évaluation unique et standardisé est adopté pour la cohérence de suivi périodiques de toutes les activités liées à la GIZC	A.1.2.1.1- Mise en place d'un SSE (base de données, indicateurs de SE)	ANNEE 2
	A.1.2.1.2- Validation et initiation/ formation sur les modalités opérationnelles du SSE	ANNEE 2
	A.1.2.1.3- Évaluation du plan d'actions GIZC (à mi-parcours et finales), orientations et prises de décisions éventuelles pour la pérennisation du processus GIZC	ANNEE 4 et 5
	A.1.2.1.4- Capitalisation des acquis et orientation pour les activités futures	ANNEE 2 à 5
R 1.2.2- Un système de communication performant est opérationnel pour le partage des données et informations à tous les niveaux et à toutes les parties prenantes	A.1.2.2.1- Amélioration/ développement du système de communication entre les membres du CNGIZC d'une part, et entre le CNGIZC et les CRGIZC d'autre part	ANNEE 1 à 5
	A.1.2.2.2- Renforcement du groupe thématique suivi-évaluation	ANNEE 1 à 5
	A.1.2.2.3- Renforcement de la communication pour la diffusion des informations (sites web, bulletins, brochures,...)	ANNEE 1 à 5
Objectif spécifique.1.3- FAVORISER LA CONNAISSANCE DE LA POPULATION ET DES PARTIES PRENANTES SUR LE PROCESSUS GIZC		
R 1.3.1 : La GIZC est intégrée dans les programmes scolaires/Universitaires	A.1.3.1.1- Analyse et lobbying pour l'intégration de l'approche dans les outils scolaires d'éducation de développement durable	ANNEE 3 à 4
	A.1.3.1.2- Lobbying pour l'intégration de l'approche dans les programmes universitaires	ANNEE 3 à 4
R 1.3.2- Des dispositifs pour la connaissance de la population et des parties prenantes sur la GIZC sont développés	A.1.3.2.1- Evaluation sur la connaissance de la population (actuelle et future) sur les ODD	ANNEE 1
	A.1.3.2.2- Développement de stratégie d'améliorations des connaissances de la population sur la gestion des ressources naturelles (transfert de gestion, conservation)	ANNEE 1
	A.1.3.2.3- Conception et réalisation des différents outils d'information, éducation et communication (flags, flyers, modules de GIZC...)	ANNEE 2 à 4
	A.1.3.2.4- Appui à la sensibilisation et à l'opérationnalisation des options retenues au niveau national/ régional/ communal/ local	ANNEE 2 à 5
	A.1.3.2.5- Organisation de formation des formateurs (STD, CTD) sur le processus GIZC	ANNEE 2 à 5

RESULTATS	ACTIONS	ECHEANCES
Objectif spécifique.1.4- DEVELOPPER DES INSTRUMENTS ET MECANISME DE FINANCEMENT		
R 1.4.1 Des partenariats public-privé (programmes d'investissement) mettant en œuvre des mécanismes d'allocation de fonds aux collectivités Régionales et communales	A.1.4.1.1- Concevoir et mettre en œuvre des mesures et stratégie d'incitation du partenariat public-privé	ANNEE 3
	A.1.4.1.2- Etablir des partenariats de financement d'initiatives GIZC avec le fonds de Développement Local au niveau de communes pilotes	ANNEE 3
R 1.4.2 Créer des mécanismes de redistribution (ristournes, projet, prélèvements sur des produits locaux, transferts gouvernementaux, redevances,)	A.1.4.2.1- Effectuer des réflexions et échanges pour l'amélioration du système de redistribution en place en tirant des leçons des bonnes pratiques	ANNEE 2
	A.1.4.2.2- Mettre en œuvre les mécanismes améliorés au niveau de zones pilotes	ANNEE 3
Composante Stratégique 2 : Améliorer l'environnement économique et social des communautés littorales		
Objectif Spécifique.2.1- RENFORCER LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES SOCIALES ET ECONOMIQUES PROMOUVANT LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES ZONES COTIERES MARINES		
R 2.1.1- Les connaissances sur les besoins socio-économiques des Régions côtières sont améliorées	A.2.1.1.1- Capitalisation et approfondissement des analyses sur le contexte socio-économique des Régions côtières	ANNEE 2
	A.2.1.1.2- Identification des projets prioritaires améliorant le niveau de vie de la communauté	ANNEE 2 à 5
R2.1.2- Des activités sociales et économiques sont entreprises au niveau des Régions côtières	A.2.1.2.1- Identification et lobbying auprès des PTF pour des éventuelles collaborations dans la mise en œuvre des projets	ANNEE 1 à 5
	A.2.1.2.2- Promotion de la collaboration avec les opérateurs économiques et ou les plateformes sociales et environnementales locales	ANNEE 2 à 5
	A.2.1.2.3 Suivi et amélioration des projets œuvrés au niveau des communautés	ANNEE 2 à 5
R.2.1.3- Les solutions vis-à-vis des principaux facteurs de blocage pour le développement durable au niveau des Régions et des communautés sont identifiées	A.2.1.3.1 Identification des facteurs de blocage de développement et des solutions techniques/financiers adaptées au niveau de chaque région	ANNEE 2
	A.2.1.3.2 Promotion du processus de collaboration et concertation au niveau des secteurs	ANNEE 2
	A.2.1.3.3 Plaidoyer au niveau des secteurs cibles pour la réalisation des activités prioritaires	ANNEE 2
R 2.1.4- Un système de gestion de conflit est mise en place	A.2.1.4.1- Elaboration d'un mécanisme d'intervention	ANNEE 3
	A.2.1.4.2- Renforcement de capacité sur le mécanisme au niveau régional et local	ANNEE 3
	A.2.1.4.3- Evaluation et amélioration périodique du système	ANNEE 5
Objectif Spécifique 2.2- PROMOUVOIR L'ECONOMIE BLEUE DANS LES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES ZONES COTIERES ET MARINES		
R 2.2.1 Développer les politiques et les stratégies pour l'émergence de l'économie bleue	A.2.2.1.1- Renforcer les cadres juridiques et réglementaires relatifs à la protection des écosystèmes et aux gestions des ressources marines	ANNEE 2
	A.2.2.1.2- mettre en place une structure pour la synergie et la coordination efficace entre les différents secteurs liés à l'économie bleue	ANNEE 2 à 5
R 2.2.2 Des orientations	A.2.2.2.1- Sensibilisation des acteurs économiques	ANNEE 2

RESULTATS	ACTIONS	ECHEANCES
pour l'articulation des actions GIZC et de l'économie bleue sont élaborées	(opérateurs touristiques, opérateurs pétroliers, transports maritimes,...) pour la promotion de l'approche GIZC dans la mise en œuvre de leurs activités	
	A.2.2.2.2- Elaboration de guides pour l'amélioration des activités économiques en appliquant l'approche GIZC	ANNEE 2 à 5
	A.2.2.2.3- Echange entre les acteurs pour l'amélioration continue des outils et de l'approche	ANNEE 2 à 5
Objectif Spécifique .2.3- CONTRIBUER AU DESENCLAVEMENT DES ZONES COTIERES		
R 2.3.1- Réhabiliter et étendre les infrastructures de transport	A.2.3.1.1 Identifier, classer et catégoriser les zones côtières selon leurs spécificités (en matière de désenclavement)	ANNEE 2
	A.2.3.1.2 Elaborer un document de planification de désenclavement des zones côtières (Schéma d'aménagement côtier par zone)	ANNEE 2
	A.2.3.1.3 Etablir des partenariats pour la réhabiliter les infrastructures des zones enclavées	ANNEE 2
R2.3.2- Améliorer les systèmes de communication	A.2.3.2.1 Planifier l'équipement des communes rurales littorales en matériels de communication	ANNEE 1
	A.2.3.2.2 Promouvoir des collaborations avec les opérateurs de télécommunications	ANNEE 2
Composante Stratégique 3 : Assurer la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines		
Objectif Spécifique 3.1- AMELIORER LES MESURES DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AU NIVEAU DES ZONES COTIERES ET MARINES		
R3.1.1- Des orientations pour la considération des aspects changements climatiques dans les actions de développement durable des zones côtières sont élaborées	A.3.1.1.1- Elaboration d'un guide d'intégration des aspects changements climatiques dans les actions de gestion durable des ressources côtières et marines	ANNEE 4
	A.3.1.1.2-Diffusion et formation auprès des secteurs et des comités GIZC pour l'utilisation du guide	ANNEE 4 et 5
	A.3.1.1.3- Suivi de l'application et réorientation du guide	ANNEE 5
R3.1.2- Des actions d'adaptions et d'atténuations sont promues au niveau des zones côtières et marines	A.3.1.2.1- Identification, diffusion et recherche-action sur les bonnes pratiques en matière d'actions d'adaptation et atténuation face aux effets face au changement climatique	ANNEE 1
	A.3.1.2.2-Recherche de partenariat pour la mise en place des actions d'adaptions au niveau de quelques sites pilotes	ANNEE 2 a 5
Objectif Spécifique 3.2- PROMOUVOIR LA SYNERGIE DES PROGRAMMES/ PLANS D'ACTIONS DES DIFFERENTES INSTITUTIONS/ ORGANISMES/ PROJETS IMPLIQUEES DANS LA PROTECTION ET LA CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DES ECOSYSTEMES (SAPM, ZH, RBM, BV...) DANS LES ZONES COTIERES ET MARINES		
R 3.2.1- Les actions de protection et de conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines sont harmonisées	A.3.2.1.1 Recensement des structures qui s'occupent de la gestion des ressources marines et côtières (ONGs, communautés, ...)	ANNEE 1
	A.3.2.1.2 Inventaire des outils de gestion des ressources marines et côtières (AMP, transfert de gestion,...)	ANNEE 1
	A.3.2.1.3 Capitalisation et diffusion de pratiques utilisées dans la gestion des ressources marines et côtières	ANNEE 1 à 5
	A.3.2.1.4- Elaborer des stratégies sur la conservation/protection des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines (récifs coralliens, tortues marine)	ANNEE 2 à 3
R 3.2.2- La mise en place	A.3.2.2.1- Capitalisation du système de retombé existant	ANNEE 2

RESULTATS	ACTIONS	ECHEANCES
d'un système de retombé économique au niveau des communautés de base (par des arrêtées régionaux...) est appuyée	A.3.2.2.2- Lobbying auprès des intervenants pour la duplication des bonnes pratiques	ANNEE 2 à 5
R 3.2.3- Des actions pour l'atteinte de la promesse de Sydney sont promues	A.3.2.3.1- Appui à la mise en place d'un cadre légale qui tient compte des particularités des aires marines protégées	ANNEE 2
	A.3.2.3.2- Appui à la mise en place d'un mécanisme de financement durable	ANNEE 2
	A.3.2.3.3- Appui à la mise en place d'un outil de gestion harmonisé	ANNEE 2 à 5
	A.3.2.3.2- Promouvoir la création des AMP	ANNEE 2 à 5
ObjectifSpécifique 3.3- CONTRIBUER A LA REDUCTION DES POLLUTIONS MARINES ET DE LA DEGRADATION DES RESSOURCES MARINES ET COTIERES		
R 3.3.1- Un mécanisme de prévention de pollutions (marine, tellurique, atmosphérique) est instauré	A.3.3.1.1 Etablissement d'état des lieux sur les pollutions	ANNEE 1
	A.3.3.1.2 Proposition de mesures de préventions par rapport aux pollutions	ANNEE 1
	A.3.3.1.3 Suivi et amélioration des mesures de prévention	ANNEE 1 à 5
R 3.3.2- Des actions pour la réduction des pollutions marines et la dégradation des ressources marines et côtières sont entreprises	A.3.3.2.1- Identification des mesures de réduction des pollutions marines et des dégradations des ressources marines et côtières	ANNEE 2
	A.3.3.2.2- Diffusion des informations auprès des acteurs clés	ANNEE 2 à 5
	A.3.3.2.3- Recherche de partenaire technique et financier pour la duplication des bonnes pratiques	ANNEE 2 à 5



Les treize Régions littorales touchées par la GIZC sont : SAVA, DIANA, SOFIA, BOENY, MELAKY, MENABE, ATSIMO-ANDREFANA, ANDROY, ANOSY, ATSIMO, ATSIANANA, VATOVAVY, FITOVINANY, ATSIANANA, ANALANJIRAO.

PLAN D' ACTIONS NATIONAL POUR LA GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES (PAN-GIZC 2019 - 2023)



Atelier de Consultation Nationale sur le Plan d' Actions National pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières mis à jour (PAN-GIZC 2019 - 2023)

I. INTRODUCTION

1.1- REACTUALISATION DU DOCUMENT PAN-GIZC

A l'issue de l'évaluation du Document PAN-GIZC version 2011-2015, il est apparu deux points importants :

1. quoique considérées comme très pertinentes, les activités mentionnées dans le cadre logique sont considérées comme trop sectorielles, contrairement à l'esprit GIZC qui préconise une approche plutôt intersectorielle selon un processus participatif, intégré et concerté,
2. le Document étant basé principalement sur les OMD qui se focalisent principalement sur les grands enjeux humanitaires (la réduction de l'extrême pauvreté et de la mortalité infantile, la lutte contre plusieurs épidémies dont le SIDA, l'accès à l'éducation, l'égalité des sexes, et l'application du développement durable), la mise en place actuelle des ODD qui a remplacé les OMD oblige implicitement le CNGIZC à réactualiser le Document PAN-GIZC pour être en diapason avec les ODD.

D'un autre côté, la majorité des actions/ activités mentionnées dans le Document n'ont pas été réalisées faute de financements d'une part, et d'autre part, les problèmes politiques qui se sont passés durant la mise en œuvre du projet n'ont pas permis d'atteindre les objectifs mentionnés dans le Document.

Il faut noter néanmoins la mise en place des structures GIZC au niveau de certaines Régions (Menabe, Vatovavy Fitovinany, Atsinanana, Boeny) ainsi qu'au niveau communal (Nosy-Be) qui constitue une grande performance pour le développement du processus GIZC à Madagascar.

L'évolution des conventions internationales, notamment le remplacement des OMD par les ODD, constitue particulièrement le point majeur pour la mise à jour de ce Document.

1.2- RESPECT DU PROTOCOLE A TOUS LES NIVEAUX ADMINISTRATIFS

L'analyse du Document PAN-GIZC actuel (version 2011-2015) a permis de noter le respect de tout le protocole concernant la conception et l'élaboration du Document :

- prise en compte de la politique Nationale GIZC qui indique la gestion intégrée des zones comme concept fondamental de base et comme démarche privilégiée pour mettre en œuvre le développement durable des zones côtières qui est un modèle de développement économique et social visant à assurer la pérennité du patrimoine naturel de la Terre, et la gestion intégrée, une gestion globale qui tient compte de toutes les relations et interactions existant entre les systèmes. La gestion intégrée se traduit par l'adoption d'une démarche transversale (plutôt que sectorielle), multi partenariale et interdisciplinaire ;
- mise en exergue des grandes lignes de la stratégie nationale (composantes stratégiques) basées sur une vision qui s'énonce comme suit : « *Les zones côtières et marines de notre grande et belle île, riche de ressources abondantes et diversifiées, mais fragiles sont mieux gérées et prospèrent par et pour les générations actuelles et futures* ».
- un Plan d'Actions Nationales GIZC (PAN-GIZC) dont les actions répondent aux besoins et attentes sur la gestion intégrée des zones côtières qui dure 10 ans et divisés en une séquence de 5 ans appelés premier Programme d'Actions National de gestion Intégrée des zones côtières.

Si on se réfère aux définitions des bailleurs de fonds sur ces deux termes, un programme se réfère à de projets multiples qui sont managés et délivrés comme un unique ensemble. Un programme est une collection de projets et l'ensemble de tous ces projets forment un ensemble de travaux connectés. Les différents projets se complètent les uns les autres pour aider le programme à réaliser ses objectifs complets. En quelque sorte, on peut considérer le Programme (qui dure une quinzaine d'années ou plus) comme un ensemble de projets qui constituent le cadre référentiel pour la mise en œuvre du Programme. La mise en œuvre du projet lui-même se définit par la conception et l'élaboration des Plans d'actions selon des séquences bien définies par les différentes parties impliquées et dont les activités sont identifiées grâce à un Plan de Travail Annuel (PTA).

Dans la situation actuelle qui nous intéresse, le PAN-GIZC mis à jour (version 2019-2023) est une déclinaison du Document de la stratégie avec ses composantes stratégiques. On peut donc assimiler le Document PAN-GIZC à un **Plan d'Actions National qui constitue le cadre référentiel pour la mise en œuvre du Document de Politique GIZC au niveau national** et dont la durée sera de 5 ans (2019-2023). L'identification et la réalisation des différentes activités de ce PAN-GIZC au niveau national se feront par le biais d'un Plan de Travail Annuel (PTA).

Parallèlement, les Documents PAR-GIZC qui se déclineront à partir du PAN-GIZC pourront être aussi être considéré comme des **Plans d'Actions Régional (PAR-GIZC) qui sont le cadre référentiel pour la mise en œuvre du PAN-GIZC pour une durée de 5 ans au niveau régional**, à l'issue de laquelle une évaluation finale sera effectuée pour orienter les actions futures à insérer dans le PAR-GIZC. A l'instar du PAN-GIZC, l'identification et la réalisation des différentes activités de ce PAR-GIZC au niveau régional se feront aussi par le biais d'un Plan de Travail Annuel (PTA).

1.3- PRISE EN COMPTE DES CONVENTIONS INTERNATIONALES ET DES STRATEGIES NATIONALES

1.3.1- Politique Nationale pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières et son cadre stratégique de mise en œuvre : la Stratégie Nationale de Développement Durable des Zones Côtières et Marines

Dans la dynamique de la mise en œuvre des premières expériences malgaches en matière de gestion intégrée des zones côtières, le Gouvernement de la République de Madagascar a manifesté sa volonté politique de prendre en compte le développement durable des zones côtières dans le développement national au début des années 2000. Cette volonté s'est traduite par l'élaboration des documents cadres du développement durable des zones côtières et marines du pays. Ces documents, précédés d'un « Document d'Orientation de la Politique de Développement Durable des Zones Côtières et Marines » en 2001, ont été élaborés en 2002, sous la forme d'une « Politique de Développement Durable des zones Côtières et Marines de Madagascar » et d'un « Plan d'Action Zones Côtières et Marines », et regroupés dans le document intitulé « Livre Blanc de la Politique de Développement Durable des Zones Côtières et Marines », et accompagnés des projets de textes juridiques nécessaires à leur adoption et leur mise en œuvre.

Mandaté par le Gouvernement de la République de Madagascar qui l'a institué par arrêté n° 2169/2009 du 12 Février 2009, le Comité National pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières (CNGIZC) a entrepris depuis Septembre 2009 l'actualisation des documents cadres pour le développement des zones côtières et marines du pays. Le CNGIZC bénéficie de l'appui technique et financier du programme ProGeCO de la Commission de l'Océan Indien, et de la Convention de Nairobi dans cette dynamique de relance du processus de mise en place de la GIZC dans le pays.

Cette dynamique a passé une étape décisive, avec l'adoption par le Gouvernement du décret n°2010-137 du 23 Mars 2010, portant réglementation de la gestion intégrée des zones côtières à Madagascar, décret qui confère une base juridique officielle à l'adoption de « La Politique Nationale pour la

Gestion intégrée des Zones Côtières » et de « la Stratégie Nationale de Développement durable des zones Côtières et Marines », les versions actualisées des documents cadres pour le développement durable des zones côtières, validées à l'issue de l'atelier de validation nationale du 03 Mars 2010, lequel atelier de validation nationale a été précédé par l'atelier de validation technique de ces documents qui s'est tenu les 14 et 15 Décembre 2009.

La Politique Nationale pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières, un énoncé d'orientations pour le long terme.

La Politique Nationale pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières indique et énonce dans une perspective de long terme, les grandes lignes et les orientations stratégiques des actions de développement durable des zones côtières de Madagascar.

Ces grandes lignes et orientations stratégiques :

i)- font connaître : a)-les concepts de base qui sont le développement durable et la gestion intégrée des zones côtières, b)-les zones côtières et marines de Madagascar, un puissant levier pour le développement économique et social du pays, c)- la Vision pour le futur des zones côtières et marines de Madagascar, les trois composantes stratégiques cibles, conformes aux objectifs de la GIZC, et d)- les grandes orientations stratégiques qui tiennent compte de l'évolution du contexte,, et des engagements de Madagascar aux international et régional ;

La Politique Nationale GIZC adopte le développement durable comme étant « **un modèle de développement économique et social qui vise à assurer la pérennité du patrimoine naturel de la Terre** », et la gestion intégrée des zones côtières comme « *Un processus continu et dynamique qui rapproche les intérêts du Gouvernement et des communautés, de la science et de la gestion, des acteurs économiques et du public, en préparant et mettant en œuvre un plan intégré pour la protection des ressources et le développement des systèmes côtiers* ».

ii)- annoncent le contenu de la **Stratégie Nationale pour le Développement Durable des Zones Côtières et Marines**, cadre stratégique de la mise en œuvre de la Politique Nationale pour la GIZC.

Ce contenu mentionne:

- Le cadre institutionnel de mise en œuvre de la Stratégie Nationale, Le CNGIZC, rattaché à la Primature, et qui bénéficie dans la phase actuelle du processus de relance de la GIZC, du soutien technique et financier du ProGeCO et de la Convention de Nairobi,
- La Vision pour le futur des zones côtières et marines de Madagascar, les principes et les stratégies d'approche,
- L'objectif global, les composantes stratégiques, les objectifs spécifiques, les objectifs stratégiques, c'est-à-dire les résultats attendus et
- Le champ d'application.

La Stratégie Nationale de Développement Durable des Zones Côtières et Marines constitue le cadre stratégique de mise en œuvre de la Politique Nationale pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières. A ce titre, elle définit de manière précise les finalités générales attendues, par la combinaison de tous les éléments à la disposition des acteurs et l'intégration de tous les facteurs politiques, économiques, culturels et sociaux.

Ces finalités générales, qui se traduisent par l'atteinte de la Vision pour le futur des zones côtières de Madagascar, de l'objectif global, des composantes stratégiques, des objectifs spécifiques sont rappelées ci-après.

La **VISION** s'énonce comme suit :

« Les zones côtières et marines de notre grande et belle île, riches de ressources abondantes et diversifiées, mais fragiles, sont mieux gérées, et prospèrent par et pour les générations actuelles et futures ».

Les six objectifs spécifiques s'inscrivent sur les **TROIS COMPOSANTES STRATEGIQUES** ciblées par la Politique.

L'objectif global consiste à :

« Promouvoir le développement durable des zones côtières et marines par la mise en œuvre de la gestion intégrée des zones côtières ».

Composante stratégique 1 : « Améliorer et renforcer la gouvernance des zones côtières et marines ».

Composante stratégique 2 : « Améliorer l'environnement économique et social des communautés littorales ».

Composante stratégique 3 : « Assurer la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines ».

1.3.2- Politique Générale de l'Etat (PGE)

Dans une vision d'apporter un développement durable et une prospérité pour tous en une génération, le Politique Générale de l'état préconise un équilibre entre le social et l'économie dans sa gouvernance afin atteindre l'objectif de la réduction de la pauvreté, la pose des bases de gouvernance et le développement d'une économie à forte croissance accélérée, pour l'émergence de Madagascar

Le Gouvernement Malgache, étant bien conscient de la fragilité de l'écosystème exceptionnels et/par les pressions exercées sur les ressources naturelles, qui sont intimement lié aux conditions humaines et socio- économique, a considéré dans politique le développement l'Axe majeur l'engagement de Madagascar dans un processus visant la résilience écologique.

Le PGE de Madagascar tient compte de l'importance de mieux valoriser ses ressources naturelles, longtemps surexploitées, par une méthode de gestion durable et conservation de ces derniers, pour le concept d'une responsabilité envers les générations future.

Le PAN GIZC a fait de sa priorité le développement durable des zones côtières et marines, en assurant une bonne gestion de ressources naturelles toute en produisant un développement économique et social. Un objectif conforme et qui réponde à l'exigence du PGE, avec ses trois composantes stratégiques qui disposent des actions prioritaires préconisé dans ce politique de l'état, à savoir :

- l'amélioration des cadres de vie de la population par les actions et les projets de promotion de la résilience de la population de base (AGR, promotion de l'économie bleue...) afin de doter Madagascar d'une population résiliente aux aléas économiques et naturels ; et d'atténuer la pression de l'homme sur l'environnement qui entraine sa dégradation
- L'amélioration de la gouvernance par le renforcement structurel de chaque collectivité par la collaboration étroite des autorités administratives à l'élaboration et à la déclinaison des programmes publics relatives aux besoins réels des collectivités, avec la mise en place effective des plateformes de concertation régional et communale favorisant la dialogue entre élus et population ;
- Protection et conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines, par le développement équilibré et harmonieux de toutes les activités et les acteurs

1.3.3- Passage des OMD aux ODD

Après un bilan plutôt mitigé³, les 8 objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), qui avaient été adoptés en 2000 sont arrivés à échéance à la fin de 2015. Devant le constat que les OMD n'ont pas rempli leurs promesses, un processus de définition de nouveaux objectifs a été lancé. Ainsi, en septembre 2015, la communauté internationale a adopté de nouveaux objectifs, appelés Objectifs de Développement Durable (ODD), qui engagent, de nouveau, la responsabilité des pays. Fixés à horizon 2015-2030, ces ODD ont pour vocation de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la planète.

Compte tenu de ce nouveau changement, le Gouvernement Malagasy a été dans l'obligation de suivre cette dynamique et a par conséquent décidé de mettre à jour le Plan d'Actions National sur la GIZC actuel en axant également ses cibles pour répondre aux objectifs généraux suivants :

- éradiquer la pauvreté,
- protéger la planète et,
- garantir la prospérité pour tous.

Dans un souci d'appropriation et de communication, ces cibles sont parfois regroupées en cinq domaines, les « 5P » : peuple, prospérité, planète, paix, partenariats. L'Agenda 2030 établit par ailleurs un processus de revue internationale, par lequel les États sont appelés à rendre compte de leurs progrès vers les cibles. Déclinée au niveau de chaque État, la mise en œuvre des ODD fait appel à un engagement actif des gouvernements comme de l'ensemble des acteurs (entreprises, collectivités, associations, chercheurs...).

Sur les 17 objectifs mentionnés dans l'ODD, 7 Objectifs méritent d'être pris en compte pour constituer des points de réflexion dans l'élaboration du PAN-GIZC, présentés dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3 : Objectifs du développement Durables à prendre en compte

ÉNONCE DES OBJECTIFS	LES GRANDES LIGNES THEMATIQUES
Objectif 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	Sécurité alimentaire et Agriculture durable
Objectif 8: Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	Protection/ préservation de l'environnement
Objectif 12: Établir des modes de consommation et de production durables	Gestion des déchets et des produits chimiques
Objectif 13: Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	Adaptation au changement climatique

³Selon CARE International, les progrès constatés dans le cadre de la mise en œuvre des OMD ont été limités, notamment sur deux points :

- les progrès réalisés sont géographiquement très inégaux : cela peut notamment s'expliquer par le fait que les objectifs ont été fixés à partir de moyenne, sans tenir compte des vulnérabilités de certaines zones. L'Afrique subsaharienne présentait et présente toujours des retards dans de nombreux domaines comme l'éducation ou la santé maternelle.
- Les progrès réalisés ne doivent également pas faire oublier que les inégalités augmentent, entre les pays mais aussi à l'intérieur des pays (les plus pauvres restent marginalisés).

ÉNONCE DES OBJECTIFS

LES GRANDES LIGNES THEMATIQUES

Objectif 14: Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Economie bleue

Objectif 15: Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres

Préservation, restauration et exploitation durable des écosystèmes terrestres

Objectif 17: Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

Renforcement du système de partenariat (national et international)

1.3.4- Autres conventions internationales :

- L'Agenda 21 qui est un processus de réflexion stratégique pour mettre en place au niveau local un projet collectif de développement durable ;
- La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) : La Convention a été adoptée le 9 mai 1992 à New York et signée en 1992 lors du Sommet de la terre à Rio de Janeiro par plus de 150 pays et par la Communauté européenne. Son objectif ultime est de « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique »
- Les conférences de parties (COP) : Organe suprême de la Conférence-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), comprenant des pays qui ont ratifié la CCNUCC ou adhéré à celle-ci ;
- Le protocole de Kyoto : Il contient des engagements ayant force obligatoire, qui s'ajoutent aux engagements stipulés dans la CCNUCC,
- Le protocole de Montréal : Il régit la consommation et la production des produits chimiques contenant du chlore et du brome destructeurs de l'ozone stratosphérique, tels que les chlorofluorocarbures (CFC), le méthylchloroforme, le tétrachlorure de carbone, et bien d'autres,
- La Convention de Nairobi pour la protection, la gestion et le développement de l'environnement marin et côtier de la région de l'Afrique de l'Est, dite Convention de Nairobi, signée à Nairobi le 21 Juin 1985.

1.3.5- Stratégies nationales

Au niveau national, le secrétariat d'Etat à la Mer (SECMER) est actuellement en train d'élaborer un Document de Stratégie sur l'Economie bleue qui fixera les objectifs et les orientations en la matière. Il est important aussi de souligner que l'économie bleue à Madagascar serait soutenue par la mise en place de la planification spatiale marine (PSM) qui vise à prévenir les empiètements les activités menées sur l'espace maritime malagasy et les zones côtières, à les harmoniser sur le long terme afin de promouvoir l'économie bleue. Le Gouvernement est également en train d'élaborer la stratégie maritime Malagasy.

On note aussi l'existence du Programme d'Actions National d'Adaptation au Changement Climatiques (PANA) dont l'objectif est d'identifier les actions prioritaires pour aider ces pays à satisfaire leurs besoins urgents et immédiats. Madagascar a élaboré son PANA en 2006 où figure les 15 projets prioritaires couvrant 5 secteurs jugés vulnérables pour le pays dont l'agriculture et l'élevage, la santé publique, les ressources en eau, les zones côtières et la foresterie.

1.4- GRANDS PRINCIPES DU PLAN D' ACTIONS NATIONAL GIZC

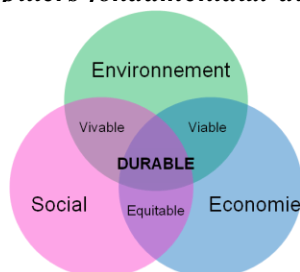
1.4.1- Base du contenu du PAN-GIZC

Le PAN GIZC mis à jour tient compte du développement durable qui doit être à la fois **économiquement efficace**, **socialement équitable** et **écologiquement tolérable**. Le social doit être un objectif, l'économie un moyen et l'environnement une condition :

- la dimension environnementale : réserver, améliorer et valoriser l'environnement et les ressources naturelles sur le long terme, en maintenant les grands équilibres écologiques, en réduisant les risques et en prévenant les impacts environnementaux ;
- la dimension sociale : satisfaire les besoins humains et répondre à un objectif d'équité et d'égalité sociale , en favorisant la participation de tous les groupes sociaux sur les questions de santé, logement, consommation, éducation, emploi, culture. ;
- la dimension économique : développer la croissance et l'efficacité économique, à travers des modes de production et de consommation durables.

La figure 1 ci-après présente les interactions entre ces trois piliers fondamentaux, conditions *sine qua non* pour les actions dans le PAN-GIZC.

Fig.1 : Trois piliers fondamentaux du développement durable

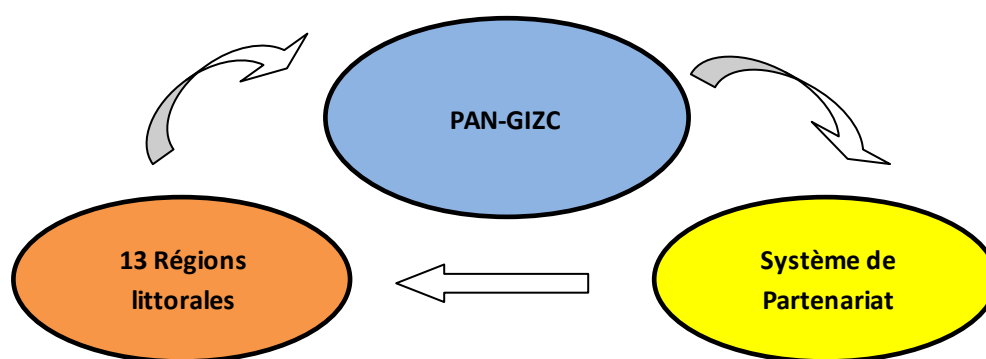


1.4.2- Articulation de la mise en œuvre du PAN-GIZC

Le Plan d'Actions National de la Gestion Intégrée des Zones Côtières (PAN-GIZC) mis à jour s'articule autour d'une trilogie indispensable pour sa mise en œuvre (fig.2):

- les 13 régions littorales,
- le système de partenariat constitué par les différents Ministères, (STD), les Administrations territoriales, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) impliqués dans la mise en œuvre du PAN-GIZC, et dont les actions sont coordonnées par le CNGIZC;
- le Plan d'Actions National GIZC lui-même qui retrace dans son ensemble les grandes lignes devant être réalisées par le CNGIZC avec l'appui du système de partenariat durant les 10 années de sa mise en œuvre. **En ce sens, le CNGIZC est le responsable de la mise en œuvre du PAN-GIZC avec l'appui du système de partenariat.**

Fig.2 : Trilogie pour la mise en œuvre du PAN-GIZC



Les grands principes de cette approche ont été déjà institués depuis la mise en place de la GIZC (justifiée d'ailleurs par le terme « intégré »), en s'appuyant sur la diversité des filières prioritaires sectorielles et des situations qui existent dans les régions par rapport aux richesses naturelles et sur le principe de subsidiarité pour donner aux populations locales les moyens de devenir les moteurs du développement local dans le site.

Cette trilogie doit partir d'une vision et d'une stratégie positive axée sur les perspectives d'avenir du site. Les 13 régions d'interventions ont été définies comme des sites fonctionnels et cohérents, où les populations, notamment les communautés locales collaborent pour atteindre des résultats collectifs, car liés par des éléments communs ou partagés.

Compte tenu de nouveaux concepts qui entrent en ligne de compte dans le processus GIZC, il est primordial de prendre en considération de nouveaux aspects qui devront s'y intégrer et permettront par la même occasion, d'orienter la mise à jour du PAN-GIZC dans un système évolutif en rapport avec la situation actuelle.

1.4.3- Prise en compte de l'importance des différentes intégrations

La gestion intégrée de la zone côtière nécessite des prises de dispositions qui soient conformes à sa vision et à ses objectifs. En ce sens, le terme « intégré » revêt un intérêt et une importance particulière de par le mécanisme à mettre en place pour assurer la synergie et la coordination de toutes les activités de la zone côtière et marine :

- l'intégration des échelons administratifs (verticale) pour harmoniser les actions locales avec les politiques et planifications régionales, nationales et internationales,
- l'intégration intersectorielle (horizontale) pour tenir compte des interactions entre activités et/ou usages et faciliter leur cohabitation,
- l'intégration des disciplines entre scientifiques (sciences naturelles et humaines) et le développement de proximités entre chercheurs et gestionnaires pour améliorer la gestion de l'information en appui aux décisions ;
- l'intégration spatiale et temporelle dans le respect de la cohérence globale (non limité à la seule bande côtière) du territoire,
- l'intégration des représentations des acteurs et de leurs intérêts par des démarches de concertation avec les parties prenantes et la population.



Paysage de Mangrove vers le port d'Ambatolaoka (Nosy Be)

II. PROBLEMATIQUES AU NIVEAU DES REGIONS ET PAR COMPOSANTE

Madagascar étant une île, il est important que le CNGIZC prenne en compte les différentes problématiques liées à la zone côtière et marine pour en définir et identifier les activités prioritaires à tenir en compte et à inscrire dans le plan. Un premier travail d'analyse a permis de localiser comme zones prioritaires d'intervention les zones suivantes, par rapport à des problématiques perçues comme cruciales aux niveaux national et local tel que présenté dans le tableau 6 ci-après⁴.

Tableau 6 : Problématiques liées à la zone côtière et marine de Madagascar

Région Littorale	Problématiques prioritaires	Zones d'intervention
DIANA	1-Pollutions côtières (industrielles et telluriques)/ problèmes fonciers/tourisme. 2-Pollutions côtières/ aquacultures crevette. 3-Conflits d'usage d'espaces de production pêches industrielle, traditionnelle/prospection pétrolière.	Nosy Be, Baie d'Antsiranana. Ambilobe. Zone marine DIANA
SOFIA	1-Conflits conservation de la biodiversité/ prospection pétrolière. 2-Conservation de forêts de mangroves dans Aires Protégées marines	Zone marine SOFIA Analalava, APM Nosy Radama, Sahamalaza, Kilimity.
BOENY	1-Envasement de la Baie de la Bombetoka. 2-Conflits entre zones de pêches et prospection pétrolière off shore.	Mahajanga, la Baie et le bassin versant de la Betsiboka. Zone marine de BOENY.
MELAKY	1-Conflits zones de pêches et aquaculture crevette/prospection pétrolière off shore. 2-Enclavement/ tourisme	Zone marine de la Région, forêts de mangroves des districts de Besalampy, Maintirano, Antsalova.
MENABE	1-Conflits entre zones de pêches industrielle, artisanale, traditionnelle. 2-Zones de pêche/ prospection pétrolière. 3-Erosion côtière, envasement, divagation du lit de la Morondava	Tsingy de Bemaraha Zone marine de la Région. Zone marine de la Région. Morondava, lit et bassin versant de la Morondava.
ATSIMO-ANDREFANA	1-Conflits projets miniers, prospection hydrocarbures, problèmes fonciers, pollutions/aires protégées, tourisme. 2-Enclavement	Toliary I, II ; Morombe ; Ampanihy, Betioky. Morombe, Ampanihy

⁴ PAN-GIZ 2011-2015

Région Littorale	Problématiques prioritaires	Zones d'intervention
ANDROY	1-Avancée des dunes de sable.	Faux Cap
	2-Fréquence de naufrages de navires et déversements d'hydrocarbures au large.	Zone marine d'Androy.
	3-Pénurie d'eau et disettes chroniques	Toute la Région ;
ANOSY	1-Conflicts exploitation de sables ilménites/tourisme.	Fort-Dauphin ;
	2-Conflicts fonciers entre projet minier et espaces culturels.	Fort-Dauphin, Amboasary ;
	3-Fréquence naufrages de navires.	Fort-Dauphin.
ATSIMO- ATSIGNANA	1-Fréquence élevée de cyclones, inondations et surabondance d'eau, mal nutrition ;	Toute la Région ;
	2-enclavement, déboisement.	Toute la Région.
VATOVAVY FITO VINAGNY	1-Fréquence élevée de cyclones, inondations et surabondance d'eau, malnutrition ;	Toute la Région ;
	2-Erosion côtière.	Manakara.
ATSINANANA	1-Pressions foncières, déboisement intensif, pertes de biodiversité ;	Toamasina I, II ;
	2-Ensablement, pollutions des voies de navigation fluviales.	Canal des Pangalanes.
ANALANJIROFO	1-Conflicts conservation de la biodiversité dans les aires protégées /exploitation forestière illicite ;	Maroantsetra, Mananara Nord, Fénérive-Est ; Baie d'Antongil ;
	2-Erosion, pollutions côtières, conflits d'usage d'espace, problèmes fonciers ;	Baie d'Antongil, Ile Sainte Marie ;
	3-Enclavement/ tourisme.	Ile Sainte Marie.
SAVA	1-Fréquence élevée et violence des cyclones ;	Toute la Région ;
	2-Conflicts conservation de la biodiversité/ exploitation forestière illicite ;	Toute la Région ;
	3-Enclavement/cultures de rentes, cultures vivrières.	Toute la Région.

Pour faire face aux problématiques liées au contexte de la GIZC, il a été identifié que ces activités ont été conditionnée par trois critères fondamentaux :

- l'approche GIZC,
- les actions intersectorielles,
- les actions ayant un impact direct sur la communauté littorale.

L'identification des activités prioritaires pour la mise en œuvre du Document PAN-GIZC 2019-2023 se fera lors de l'élaboration des PTA du CNGIZC à partir de ces grandes lignes de mesures/ actions.

Tableau 7 : Grandes lignes d'activités à choisir selon les priorités

THEMES	PROBLEMATIQUES	ACTIVITES/ MESURES A PRENDRE
Composante Stratégique 1 : Améliorer et renforcer la gouvernance des zones côtières et marines		
Intégration du Changement climatique dans la gouvernance	Insuffisance de sensibilisation à tous les niveaux	Adoption de la meilleure approche pour sensibiliser les gens (déclenchement institutionnel)
	Insuffisance ou incohérence de la juridiction	Mise à jour des textes réglementaires
Gestion et production des connaissances	Méconnaissance/ Mépris du processus GIZC	Action de sensibilisation et de plaidoyer au niveau de la population (actuelle et nouvelle) pour faire connaître l'importance et l'intérêt du processus GIZC
		Insertion des connaissances sur la GIZC dans les programmes scolaires et universitaires
	Insuffisance de renforcement de capacité des CTD en élaboration du SAC ainsi qu'en mobilisation des acteurs et parties prenantes	Plaidoyer et appui à l'élaboration du SAC au niveau des Communes et au renforcement de capacité des CTD en mobilisation des acteurs/parties prenantes
Gestion et production des connaissances	Rétention d'information	Action de sensibilisation et plaidoyer pour la collecte et partage des informations
	Insuffisance de communication et d'information	Mise en place Cellule de Communication et de veille
Mise en place et coordination des CRGIZC et CGIZC	Insuffisance de moyen financier et matériel	Etudes et recherches d'un système de financement pérenne
Suivi et évaluation	Absence d'un système de suivi et évaluation	Mise en place d'un dispositif de suivi
		Instauration d'un système de pilotage pour les prises de décision
Statistique verte	Problèmes de financement pour la mise à jour de l'Annuaire	Appui à la mise à jour de l'annuaire
Mapping	Inexistence d'un Atlas Madagascar	Recherche de financement pour la réalisation d'un Atlas Madagascar

THEMES	PROBLEMATIQUES	ACTIVITES/ MESURES A PRENDRE
Composante Stratégique 2: Améliorer l'environnement économique et social des communautés littorales		
Economie Bleue	Mauvaise gestion des ressources naturelles	Diagnostic de la situation existante (faire un état des lieux)
		Sensibilisation et formation des communautés littorales à optimiser les activités liées à la pêche
		Application des lois existantes
		Structuration des filières
		Restauration des mangroves
		Formalisation des activités de tous les acteurs
	Priorité non déterminée par rapport à l'économie bleue	Elaboration de la stratégie nationale par rapport à l'économie bleue
	Attachement à la méthode traditionnelle ie résistance au changement	IEC/CCC pour le développement durable
	Insuffisance de données scientifiques par rapport à la donnée sur la production halieutique (partage d'information)	Renforcement des organismes/institutions/entités en charge de la gestion de donnée
		Effectivité de la diffusion de données
		Création d'un site web pour faciliter l'exploitation des ressources
Tourisme	Insuffisance de plan d'aménagement/ normalisation touristique	Plaidoyer à la mise en place des infrastructures adéquates pour assurer la viabilité de nos places
	Non adhésion des communautés locales en matière de développement écotouristiques	Encadrement des communautés à bien gérer leur plage
		Renforcement de la coordination de toutes activités au niveau local
	Problème d'insécurité	Valorisation de la convention existante
		Création d'un comité multi-acteurs au niveau local pour régler les problèmes d'insécurité
		Respect des cahiers de charge environnementale
		Renforcement des stratégies de référencement pour contourner les images négatives et diversifier les produits touristiques

THEMES	PROBLEMATIQUES	ACTIVITES/ MESURES A PRENDRE
Lutte contre la pauvreté par AGR au niveau des communautés	Pauvreté ambiante	Renforcement des capacités des communautés à développer les activités productives à cycle court
	Croissance démographique	Promouvoir la planification familiale
	Insécurité	Valoriser la convention existante
	Enclavement	Désenclaver les zones potentielles pour assurer la fluidité des productions agricoles et leurs actions au marché
	Insécurité alimentaire	Développer des activités agricoles familiales Développer des activités résistantes aux changements climatiques
Agriculture Durable	<i>Secteur agricole</i> <ul style="list-style-type: none"> • Capacité d'exploitation insuffisante des terres cultivables, • Non maîtrise de l'eau, • Manque de moyens (intrants, encadrement technique des paysans, financier, matériel) • Manque d'appropriation et d'adhésion aux nouvelles techniques innovatrices, • Inadéquation des pratiques agricoles adaptées à chaque littorale, • Perturbation du calendrier cultural et de la collecte à cause du CC, • Non maîtrise des techniques adaptées au CC, • Manque de développement de filière, spécifique à chaque zone (production au débouché), • Non conservation des produits agricole, Problème de non maîtrise de la migration qui génère des conflits sociaux, perturbation des pratiques agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion Agriculture familiale, • Microfinances rurales • Renforcement de capacité et accompagnement des communautés sur les techniques innovantes et adaptées au CC, • Communication des actions, des techniques et des résultats • Vulgarisation des bonnes pratiques, • Développement de filière (production, écoulement, débouchés national ou international), • Amélioration texte législatifs et réglementaire et application effective • Suivi à long terme des actions, • Valorisation des ressources et compétences locales, • Dina • Appui du Ministère pour facilitation d'accès aux vaccins • Développement d'une stratégie pour assurer le processus de professionnalisation du métier des éleveurs
	<i>Secteur Elevage</i> <ul style="list-style-type: none"> • Insécurité 	Amélioration de la lutte contre les <i>dahalo</i>

THEMES	PROBLEMATIQUES	ACTIVITES/ MESURES A PRENDRE
	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de pâturage, • Manque d'encadrement technique, de professionnalisation et de sensibilisation <p>Maladie (accès au vaccin)</p> <p><i>Pêche :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de moyen des pêcheurs, • Insuffisance matériel de surveillance, • Manque de sécurisation des pêcheurs maritimes, • Non conservation des produits de pêche <p>Dégradation des habitats (mangroves,...) qui cause la raréfaction espèces (crabes, ...)</p>	
Infrastructures pour : le désenclavement, l'approvisionnement en eau, protection littoral	<ul style="list-style-type: none"> • Manque ou vétusté d'infrastructure routière pour évacuer les produits • Insuffisance d'infrastructure : hydro agricole, eau potable, assainissement, sanitaire, protection littorale, • Défécation à l'air libre, mauvaise gestion des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> • Désenclavement, • Promotion de création d'emploi par la mise en place des infrastructures (valorisation des techniques et compétences locales), • Infrastructure AEP, construction de barrage hydroagricole, • Promotion sur la protection littorale tout en valorisant les techniques et ressources locales
Résilience des communautés côtières	<p><i>Infrastructure :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Non-respect des normes ou manque de normalisation adaptée au contexte local, • Manque de financement, <p><i>Communautés :</i></p> <p>Difficulté d'adoption des nouvelles techniques d'adaptation</p>	<p>Elaboration normes adaptées au contexte et application de celles existantes</p> <p>Regroupement au sein d'une association ou groupement pour faciliter l'accompagnement des nouvelles techniques</p>
Composante Stratégique 3: Assurer la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines		
Conservation de la Biodiversité et des	Dégradation des mangroves,	Reboisement de mangrove, sensibilisation de la communauté/autorité locale, transfert de gestion locale (formation

THEMES	PROBLEMATIQUES	ACTIVITES/ MESURES A PRENDRE
Ecosystèmes		et application de l'arrêté)
	Insuffisance des inventaires des stocks	Mise à jour des inventaires de stocks (mangrove, ressources halieutiques et des écosystèmes sensibles, ...), échange d'information et base de données
	Méconnaissance de l'importance de la biodiversité et l'écosystème et son impact	IEC à tous les niveaux
	Approche projet (non pérenne : financière, ...)	Mise en place de système de pérennisation (business plane, mécanisme de financement, ...)
	Exploitation minière (pétrole, ...)	Respect des CCE, système de cohabitation
	Augmentation de la température (blanchissement des coraux, ...)	Lutte contre le CC (reboisement, transplantation des coraux, ...)
	Non application de l'EIE (respect des CCEs)	Adoption de pérennisation et approche programme (limité dans le temps et dans l'espace)
	Non Considération des effets de la dégradation des Bassins versant	Considération de l'effet de la dégradation des bassins versant dans le GIZC
	Utilisation des engins de pêches destructives	Eradication des engins de pêche destructifs et respect des textes réglementaires
	Manque de professionnalisme au niveau des petits pêcheurs	Développement du processus de professionnalisation du métier des pêcheurs
Restauration	Non appropriation des projets de restauration par les communautés locales et des autorités locales	Appropriation des projets de restauration par les communautés locales et des autorités locales
	Conflit d'intérêt pour l'utilisation des écosystèmes marins et côtiers au niveau de la population locale (saline, rizière,...)	Renforcement de l'IEC
	Manque de suivi de reboisement	Renforcement du suivi de reboisement
	Manques des études préalables pour la restauration des mangroves	Etudes préalables pour la restauration des mangroves

THEMES	PROBLEMATIQUES	ACTIVITES/ MESURES A PRENDRE
	Non-respect des ritualisations locales	Joro, ritualisation
		Intégration /considération des projets
	Non-respect des ritualisations locales	Conscientisation et sensibilisation
		IEC
	Non protection des bassins versants (surtout pour ceux qui n'ont pas d'intérêt direct pour l'Etat)	Restauration des bassins versants (surtout pour ceux qui n'ont pas d'intérêt direct pour l'Etat)
Pollutions	Déversement des hydrocarbures,	Renforcement des activités de l'OLEP
	DAL (difficulté d'enrayer les us et coutumes)	IEC
	Non acceptation de la population locale pour les projets d'assainissement : utilisation des latrines)	IEC
	Non application des réglementations existantes (convention internationale, textes/règlementations nationales : utilisation des sacs en plastiques, ...)	IEC, application stricte et vulgarisation des textes réglementaires
	Absence de stratégie pour l'assainissement des plages	Mise en place d'une convention de partenariat pour le développement des paysages côtiers
Erosion côtières et Sédimentation	Impact du changement climatique (réchauffement climatique, ...)	Mise en œuvre d'activités d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques; Reboisement,....
	Bassin versant dégradé entraînant les érosions et les sédimentations	Renforcent des activités de la protection des bassins versants; développement d'un mécanisme contre les effets de la dégradation des bassin versant dans le GIZC
	Non considération dans la partie en amont dans la GIZC	
	Ensablement des zones côtières (zones herbiers)	
Adaptation et Atténuation du Changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Risques climatiques : cyclones, inondations, - Diminution de la résilience des écosystèmes - Perturbation de la période culturale - Sécheresse - Intensification de la pluviométrie - Acidification de la mer - Elévation du niveau de la mer 	<ul style="list-style-type: none"> - Application des mesures d'adaptation - Restauration des Ecosystèmes - Respect/révision du plan d'urbanisme - Implication des communautés dans la gestion des ressources - Amélioration condition de vie des communautés (microprojet, - Construction des digues

THEMES	PROBLEMATIQUES	ACTIVITES/ MESURES A PRENDRE
Gestion des risques et de Catastrophes (GRC)	<ul style="list-style-type: none"> - Exposition du littoral aux aléas - Erosion tellurique - Inondation des vallées - Manque d'information météorologique (pêcheur), Système d'Alerte précoce (SAP), IEC - Sécurité en mer 	<ul style="list-style-type: none"> - Reboisement des brises vent - Fixation des dunes - Gestion des déchets pour les communautés - Amélioration des prévisions et informations météorologiques au niveau local - Amélioration réseau de communication - Sensibilisation sur les Systèmes d'alertes (Code couleur) - IEC participative - Mise en place des matériels adéquats - Application des textes en vigueur - Valorisation des savoir-faire traditionnel
Santé de la mer	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution (us traditionnel, déversement) - Erosion côtières - Dégradation des écosystèmes - Diminution de la productivité - Extension des infrastructures - Prolifération des espèces envahissantes (algue, ..) - Emission des ondes inappropriées - Exploitation non sélective - Surexploitation de certaines espèces - Non-respect du calendrier de pêche - Changement des écosystèmes (corail, ..) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des communautés sur la gestion des ressources - Collecte et analyse des données pour une prise de décision - Application des mesures adoptées - Valorisation des connaissances traditionnelles - Contrôle stricte des ondes à respecter - Amélioration des systèmes de contrôles
Elévation du niveau de la mer	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction des écosystèmes (mangroves, ..) - Migration massive de certaines espèces - Changement de trait de côte - Intrusion saline 	<ul style="list-style-type: none"> - Prévision de protection et adaptation - Construction des digues - Planification des mesures à entreprendre (ex : canal de pangalane, ..) - Etablissement de carte pour les zones inondables - Etude sur l'Intrusion saline - Lutte contre les espèces envahissantes

III. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU PAN-GIZC MIS A JOUR

La séance de travail tenue au mois de Novembre 2017 ainsi que les différentes consultations individuelles auprès de certains membres du CNGIZC qui se sont déroulées au mois de janvier 2018 ont permis de conclure que la mise à jour du PAN GIZC nécessite un réajustement/ réactualisation des objectifs et des résultats sans **pour autant dévier de la ligne de conduite des composantes stratégiques. En ce sens, si ces dernières restent inchangées car étalées sur une période de 15 ans, par contre, les objectifs et les résultats (et partant les actions) à atteindre seront reformulés pour constituer un cadre global qui permettra au CNGIZC d'identifier les activités prioritaires conformes aux ODD pour l'élaboration des PTA.** Les grandes lignes suivantes ont été recommandées par l'ensemble des membres à partir desquelles on va élaborer le Document du PAN-GIZC version 2019-2023:

- le développement d'une gouvernance côtière et marine axée sur l'appropriation, la participation et l'implication de toute la population (actuelle et future) ; en ce sens, les futures générations devraient dès maintenant connaître les enjeux et les principes du processus GIZC,
- l'opérationnalisation d'un système de communication performant tant horizontal (entre membres et avec les organismes/ organisations) que vertical (niveau régional, communal, local), ainsi qu'au niveau international,
- l'identification des actions/ thèmes prioritaires et/ou d'actualités liées aux ODD ; de par la situation actuelle de Madagascar, il est primordial de prendre notamment en compte les actions liées au volet environnemental mais surtout au volet économique et social ;
- la synergie des mesures à prendre en amont et la coordination des actions en aval pour une gestion réelle, intégrée, concertée et participative de la zone côtière,
- mise en place d'un système de suivi évaluation

Le nouveau Plan d'Actions National qui sera mis en œuvre pour une période de 5 ans (2019-2023), constitue un **cadre référentiel** à partir duquel seront déclinés les Plans d'Actions Régionaux de la GIZC (PAR-GIZC). Il comprend **10 Objectifs spécifiques, 28 Résultats attendus et 87 Actions.**

Les activités pour la mise en œuvre du PAN-GIZC, seront définies dans un Plan de Travail Annuel (PTA) qui se déclineront à partir des grandes lignes d'actions du PAN-GIZC et/ou des activités identifiées et qui seront élaborés avec toute l'équipe du CNGIZC (ou du moins avec les commissions thématiques concernées). Le cadre logique d'intervention du PAN-GIZC pour la période 2019-2023 est présenté dans le tableau 4 au verso.

Tableau 4 : Cadre logique d'intervention du nouveau PAN-GIZC

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
Composante Stratégique 1 : Améliorer et renforcer la gouvernance des zones côtières et marines	Les activités inscrites dans le PANGIZC sont réalisées à 70%	Rapport national	Volonté manifeste de toutes les parties prenantes	
Objectif spécifique 1.1 AMELIORER LE CONTEXTE DE GOUVERNANCE DES ZONES COTIERES ET MARINES EN VUE DE PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DURABLE	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 80% des Régions côtières disposent des CRGIZC opérationnelles Au moins 50% des membres du CRGIZC maîtrisent le processus GIZC Les politique et stratégie nationales sont cohérentes et en synergie avec ceux des autres secteurs. 	Rapport d'évaluation	Stabilité politique et volonté continue des leaders au niveau des Régions	ANNEE 1 à 5
R1.1.1- La représentativité des acteurs/intervenants sur les zones marines et côtières au sein du CN GIZC est effective	Au moins 50% des acteurs clés en matière de développement durable sont représentés au sein du CNGIZC	- Liste des membres		ANNEE 1 à 5
A.1.1.1.1 Lobbying auprès des entités intervenantes sur les zones marines et côtières pour leur participation effective au sein du CNGIZC	Au moins 10 visites/ réunions effectuées	- PV de réunion - rapport d'activités		ANNEE 1
A. 1.1.1.2 Echange d'informations et concertation sur les éventuels problématiques	Au moins 5 échanges ou réunions effectuées	PV de réunion		ANNEE 1 à 5
A 1.1.1.3 Renforcement de la communication du CNGIZC pour son ancrage	Au moins 3 types de produits de communication publiés et ou édités	Site web, FB, bulletin d'information		ANNEE 1 à 5
A 1.1.1.4 Organisation et réalisation de renforcement de capacité sur le processus GIZC et l'intégration des thèmes transversaux des membres du CNGIZC	Au moins 70% des membres ont participé à un processus de renforcement de capacité sur la GIZC ou d'autres formations organisées par le CNGIZC ou entités partenaires	- Rapport de formation - Rapport d'évaluation de formation		ANNEE 1 à 5

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
R1.1.2- Les actions GIZC sont harmonisées	Base de données en matière de GIZC sur les acteurs disponibles	Rapport de suivi		ANNEE 1 à 5
<i>Actions pour atteindre R.1.1.2</i>				
A.1.1.2.1 Sensibilisation sur la GIZC au niveau de tous les acteurs nationaux et régionaux (départements ministériels)	Au moins 5 sensibilisations effectuées auprès des acteurs nationaux et régionaux	Rapport d'activités		ANNEE 1 à 5
A.1.1.2.2 Renforcement de la mise place des CRGIZC	3 nouveaux CRGIZC mises en place	Rapport de mission		ANNEE 1 à 5
A.1.1.2.3. Appui, facilitation et incitation pour la promotion de la concertation à tous les niveaux.	Au moins 5 réunions de concertations entre les acteurs effectuées	Rapport d'activités		ANNEE 1 à 5
A.1.1.2.4. Résolution des éventuels problèmes et conflits rencontrés par les Comités GIZC régionaux et locaux	Nombre de requête reçue	Rapport d'activités		ANNEE 1 à 5
A.1.1.2.5. Valorisation des plateformes de concertation existante pour la synergie des actions/ interventions	Au moins 2 consultations des plateformes existantes	- PV de réunion - Rapport d'activités		ANNEE 1 à 5
A 1.1.2.6 Partage des bonnes pratiques GIZC (visite d'échange)	Au moins 2 séances d'échanges organisés	- PV de mission - Rapport d'activités		ANNEE 1 à 5
R1.1.3- La reformulation de la politique et de la stratégie de gestion durable des ZC et M est réalisée	Politique et stratégie nationale mise à jour	- Document politique - Document de stratégie		ANNEE 5
<i>Action pour atteindre R.1.1.3</i>				
A 1.1.3.1 Diagnostic du contexte par rapport à l'évolution des enjeux	Un document sur le contexte en matière de GIZC à jour	- Document politique - Document de stratégie		ANNEE 5
A 1.1.3.2 Reformulation de la politique et de la stratégie de gestion durable des Zones Côtières et Marines	Politique et la stratégie GIZC mises à jour	Document de Politique et stratégie GIZC à jour		ANNEE 5
A 1.1.3.3 Actualisation périodique du PAN GIZC	Document PANGIZC actualisé	Document PANGIZC à jour		ANNEE 5

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
R1.1.4- L'approche GIZC est intégrée dans les outils de gouvernance : SRAT, PRD, AMP, GELOSE, Finance (mobilisation des ressources disponibles)	Au moins 30% des outils de gouvernance intègrent l'approche GIZC	Rapport national		ANNEE 1 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.1.4				
A.1.1.4.1 Inventaire et analyses des outils existants	Base de données sur les divers outils de gouvernance disponible	Base de données		ANNEE 1
A.1.1.4.2 Elaboration de directives d'intégration en considérant les autres thèmes transversaux (CC, EB, genre...)	Au moins une directive d'intégration de l'approche GIZC dans les outils de gouvernance disponible	Rapport national		ANNEE 1 à 2
A.1.1.4.3 Diffusion des Outils d'intégration de l'approche GIZC	Au moins une réunion ou un atelier de diffusion effectué	Rapport d'atelier Rapport d'activités		ANNEE 3 à 5
A.1.1.4.4 Suivi et accompagnement lors de l'application de directives d'intégration	Au moins une réunion de suivi effectuée	Rapport de mission Rapport d'activités		ANNEE 3 à 5
R1.1.5- Les connaissances scientifiques sont créées et gérées	Base de données sur les connaissances disponibles	Base de données		ANNEE 1 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.1.5				
A.1.1.5.1- Inventaire des données et informations disponibles sur la GIZC	Base de données sur les connaissances en matière de GIZC	Base de données		ANNEE 1
A 1.1.5.2 Capitalisation des connaissances sur la GIZC et facilitation du partage de connaissance	Un document de capitalisation sur la GIZC disponible	Rapport national		ANNEE 2
A 1.1.5.3 Développement des recherches sur la dynamique de la GIZC	Au moins une étude d'approfondissement des connaissances sur la GIZC est effectuée	Rapport national		ANNEE 3 à 5
A 1.1.5.4 Standardisation des indicateurs nationaux relatifs à la GIZC (prendre mangrove/ récif corallien comme pilote)	Au moins un document d'indicateurs concernant une ressource disponible	Document d'indicateurs		ANNEE 4

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
R 1.1.6- L'approche GIZC est promue dans la mise en œuvre des actions pour la protection et conservation des ressources marines et côtières	Document de planification des entités intégrant l'approche GIZC	Plans, Rapports des ONGs		ANNEE 2 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.1.6				
A.1.1.6.1- Promotion de l'approche GIZC dans la mise en œuvre des activités des programmes/ projets des intervenants pour la protection et la conservation des ressources marines et côtières (SAPM/ZH/RBM).	Au moins une réunion de concertation entre le CNGIZC et les gestionnaires des projets et programmes intervenants pour la protection et la conservation des ressources marines et côtières (SAPM/ZH/RBM)	PV de reunion Rapport d'activités		ANNEE 2 à 5
A.1.1.6.2- Mise en place d'un mécanisme de partage des résultats et acquis des programmes/ projets	Base de données ou métadonnées sur les rapports des résultats des projets et programmes intervenants pour la protection et la conservation des ressources marines et côtières (SAPM/ZH/RBM)	Base de données		ANNEE 2
A.1.1.6.3- Promouvoir la concertation entre les acteurs afin d'améliorer l'approche	Au moins 2 échanges effectués sur l'amélioration des modes de gestion intégrant la GIZC	PV de réunion Rapport d'activités		ANNEE 2 à 5
R 1.1.7- Les textes relatifs à la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines sont strictement appliqués	Diminution d'au moins 50% de trafic sur les ressources naturelles	Rapport national		ANNEE 1 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.1.7				
A.1.1.7.1- Inventaire des instruments juridiques et des gaps en matière de protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines	Base de données sur les instruments juridiques et document d'analyse sur les gaps	Rapport d'étude		ANNEE 1

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
A.1.1.7.2- Elaboration de textes règlementaires pour faire face aux vides juridiques	Au moins 1 texte règlementaire sur la gestion des ressources marines et côtière est révisé et où élaboré	Textes juridiques		ANNEE 2 à 5
A.1.1.7.3- Education, sensibilisation, information/formation sur la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines, auprès des acteurs stratégiques (services techniques déconcentrés...)	- Au moins 5 IEC organisées auprès des Régions côtières	Rapport de sensibilisation, information/formation		ANNEE 2 à 5
Moyen pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 1.1 <ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit d'investissements pour l'achat des matériels et fournitures bureautiques crédit disponible pour la mise en place et opérationnalisation des CRGIZC crédit disponible pour le renforcement de capacités des CRGIZC sur le processus GIZC Crédit disponible pour l'évaluation des structures du CRGIZC Crédit disponible pour l'élaboration et diffusion des divers documents et étude/recherche en rapport avec le GIZC Crédit disponible pour la sensibilisation de tous les acteurs, opérateurs et toutes les parties prenantes du CNGIZC Crédit disponible pour la mise à jour de la Stratégie Nationale GIZC Moyens humains : <ul style="list-style-type: none"> Organismes impliqués : CNGIZC, MEEF, Services en charge des Océans et de la MER, MRHP, point focal PANA et PNA Autres moyens humains : prestataires de service 				
Objectif spécifique.1.2- PROMOUVOIR LE SYSTEME DE SUIVI ET EVALUATION DES ACTIONS GIZC	Un système de suivi évaluation mise en place	Rapport de suivi evaluation de la mise en oeuvre du PAN	Volonté manifeste des responsables décideurs	ANNEE 1 à 5
R 1.2.1- Un système de suivi évaluation unique et standardisé est adopté pour la cohérence de suivi périodiques de toutes les activités liées à la GIZC	Un système de suivi évaluation standard et unique disponible	Rapport d'activités		ANNEE
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.2.1				
A.1.2.1.1- Mise en place d'un SSE (base de données, indicateurs de SE)	Un SSE mise en place	Rapport national		ANNEE 2

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
A.1.2.1.2- Validation et initiation/ formation sur les modalités opérationnelles du SSE	Au moins une réunion de formation ou de validation organisée	Rapport d'activités PV de réunion		ANNEE 2
A.1.2.1.3- Évaluation du plan d'actions GIZC (à mi-parcours et finales), orientations et prises de décisions éventuelles pour la pérennisation du processus GIZC	Un document de rapport d'évaluation à mi-parcours disponible Un document de rapport d'évaluation finale disponible	Rapport d'évaluation à mi-parcours Rapport d'évaluation finale		ANNEE 4 à 5
A.1.2.1.4- Capitalisation des acquis et orientation pour les activités futures	Un document de capitalisation disponible	Document de capitalisation		ANNEE 2 à 5
R 1.2.2- Un système de communication performant est opérationnel pour le partage des données et informations à tous les niveaux et à toutes les parties prenantes	Une base de données sur la GIZC disponible	Bulletin d'information Site Web, FB Journaux Revue		ANNEE 1 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.2.3				
A.1.2.2.1- Amélioration/ développement du système de communication entre les membres du CNGIZC d'une part, et entre le CNGIZC et les CRGIZC d'autre part	Au moins 50 documents échangés entre les CR, CL et le CNGIZC (PTA, rapports annuels, rapports d'études,...)	Base de données		ANNEE 1 à 5
A.1.2.2.2- Renforcement de capacité du groupe thématique suivi-évaluation	Au moins 2 formations sur le SE réalisées	Rapport de formation		ANNEE 1 à 5
A.1.2.2.3- Renforcement de la communication pour la diffusion des informations (sites web, bulletins, brochures, ...)	Bulletin d'information Site Web, FB, brochures	Bulletin d'information Site Web, FB, brochures		ANNEE 1 à 5
Moyen pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 1.2 <ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit disponible pour les ateliers de concertation crédit disponible pour la prestation de service crédit disponible pour les missions de suivi au niveau régional crédits de fonctionnement Moyens humains : <ul style="list-style-type: none"> Organismes impliqués : CNGIZC, MEN, MESUPRES, MAEP, MEDD, point focal PANA et PNA Autres moyens humains : prestataires de service,				

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
Objectif spécifique.1.3- FAVORISER LA CONNAISSANCE DE LA POPULATION ET DES PARTIES PRENANTES SUR LE PROCESSUS GIZC	Au moins 70% des acteurs principaux en matière de GIZC disposent une connaissance sur le processus GIZC	Rapport d'évaluation		ANNEE 1 à 5
R 1.3.1 : La GIZC est intégrée dans les programmes scolaires/Universitaires	Au moins 2 établissements disposent un curriculum sur la GIZC	Programmes scolaires/Universitaires		ANNEE 3 à 4
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.2.3				
A.1.3.1.1- Analyse et lobbying pour l'intégration de l'approche dans les outils scolaires d'éducation de développement durable	Au moins 5 réunions d'échanges dans le cadre de l'intégration	Outil scolaire intégrant la GIZC		ANNEE 3 à 4
A.1.3.1.2- Lobbying pour l'intégration de l'approche dans les programmes universitaires	Au moins 2 réunions d'échanges dans le cadre de l'intégration	Département/programmes universitaires intégrant la GIZC		ANNEE 3 à 4
R 1.3.2- Des dispositifs pour la connaissance de la population et des parties prenantes sur la GIZC sont développés	Au moins 5 dispositifs sont développés	Rapport d'activités		ANNEE 1 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.3.2				
A.1.3.2.1- Evaluation sur la connaissance de la population (actuelle et future) sur les ODD	20% des personnes enquêtées au niveau des zones côtières savent ce que sont les ODD.	Rapport d'évaluation		ANNEE 1
A.1.3.2.2- Développement de stratégie d'améliorations des connaissances de la population sur la gestion des ressources naturelles (transfert de gestion, conservation)	Au moins une stratégie nationale de développement de connaissance est développée.	Diffusion TV/Radio, facebook, web		ANNEE 1
A.1.3.2.3- Conception et réalisation des différents outils d'information, éducation et communication (flags, flyers, modules de GIZC...)	Au moins 5 outils d'IEC développés	Brochure, bulletin, dépliant, Diffusion TV/Radio		ANNEE 2 à 4
A.1.3.2.4- Appui à la sensibilisation et à l'opérationnalisation des options retenues au niveau national/ régional/ communal/ local	Au moins 5 séances de sensibilisations effectuées	Rapport d'activités		ANNEE 2 à 5
A.1.3.2.5- Organisation de formation des formateurs	Au moins 2 formateurs par Régions	Rapport d'activités		ANNEE 2 à 5

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
(STD, CTD) sur le processus GIZC	formés			
Moyen pour l'atteinte de l'objectif spécifique 0S 1.3 <ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit disponible pour les ateliers de concertation crédit disponible pour la prestation de service crédit disponible pour l'amélioration des communications crédit disponible pour les suivis et évaluations crédit disponible pour les missions de suivi au niveau régional crédits de fonctionnement Moyens humains : <ul style="list-style-type: none"> Organismes impliqués : CNGIZC, MEN, MESUPRES, MAEP, MEEF, point focal PANA et PNA Autres moyens humains : prestataires de service, 				
Objectif spécifique.1.4- Développer des instruments et mécanisme de financement	Un instrument et un mécanisme de financement mise en place	Rapport d'évaluation		ANNEE 2 et 3
R 1.4.1 Des partenariats public-privé (programmes d'investissement) mettant en œuvre des mécanismes d'allocation de fonds aux collectivités Régionales et communales	Au moins 2 collaborations 3P sont développées au niveau des collectivités Régionales et communales	Rapport d'activités		ANNEE 3
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.4.1				
A.1.4.1.1- Concevoir et mettre en œuvre des mesures et stratégie d'incitation du partenariat public-privé	Au moins 5 plaidoyers effectués auprès des opérateurs privés	Rapport d'activités		ANNEE 3
A.1.4.1.2- Etablir des partenariats de financement d'initiatives GIZC avec le fonds de Développement Local au niveau de communes pilotes	Au moins 5 partenariats développés	Convention de partenariat		
R 1.4.2 Créer des mécanismes de redistribution (ristournes, projet, prélèvements sur des produits locaux, transferts gouvernementaux, redevances,...)	Au moins 1 mécanisme de redistribution mise en place	Rapport d'activités		ANNEE 2 et 3
Actions à entreprendre pour atteindre R.1.4.2				
A.1.4.2.1- Effectuer des réflexions et échanges pour l'amélioration du système de redistribution en place	Au moins 2 réunions de réflexions effectuées	Rapport d'activités		ANNEE 2

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
en tirant des leçons des bonnes pratiques				
A.1.4.2.2- Mettre en œuvre les mécanismes améliorés au niveau de zones pilotes	Au moins 1 mécanisme opérationnel	Rapport d'activités		ANNEE 3
Moyen pour l'atteinte de l'objectif spécifique 0S 1.4 <ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit disponible pour les ateliers de concertation crédit disponible pour la prestation de service crédit disponible pour les missions de suivi au niveau régional crédits de fonctionnement Moyens humains : <ul style="list-style-type: none"> Organismes impliqués : CNGIZC, MEN, MESUPRES, MAEP, MEDD, point focal PANA et PNA, opérateurs privés Autres moyens humains : prestataires de service,				
Composante Stratégique 2: Améliorer l'environnement économique et social des communautés littorales	Les nombres de projet/programme sur l'amélioration de l'environnement économique et sociale des communautés littorales augmentent au moins de 20%	Rapport national,	Appui sans équivoque de tous les acteurs et partenaires	
Objectif Spécifique 2.1- Renforcer la mise en œuvre des activités sociales et économiques promouvant le développement durable des zones côtières marines	Au moins 10 activités sociales et économiques promouvant le développement durable sont mises en œuvre au niveau de chaque région littoral	- Rapport annuel - Rapport d'évaluation		ANNEE 1 à 5
R 2.1.1- Les connaissances sur les besoins socio-économiques des Régions côtières sont améliorées	Les régions côtières disposant de CRGIZC ont des documents sur une étude approfondie de leur contexte socioéconomique	Documents régionaux		ANNEE 2 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.1.1				
A.2.1.1.1- Capitalisation et approfondissement des analyses sur le contexte socio-économique des Régions côtières	Au moins 7 documents de capitalisation régionale sur le contexte socio-économique disponibles	Documents régionaux		ANNEE 2
A.2.1.1.2- Identification des projets prioritaires	7 Régions côtières disposent d'un	Documents régionaux		ANNEE 2 à 5

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
améliorant le niveau de vie de la communauté	listing de projets prioritaires pour le développement socio-économique de leur Région			
R2.1.2- Des activités sociales et économiques sont entreprises au niveau des Régions côtières	Au moins 50% des projets prioritaires identifiés sont entreprises au niveau des Régions côtières	- Protocole d'accord - Documents de projet - Convention de partenariat signée		ANNEE
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.1.2				
A.2.1.2.1- Identification et lobbying auprès des PTF pour des éventuelles collaborations dans la mise en œuvre des projets	Au moins 5 échanges avec PTF	Rapport d'activités Rapport de missions		ANNEE 1 à 5
A.2.1.2.2- Promotion de la collaboration avec les opérateurs économiques et ou les plateformes sociales et environnementales locales	Au moins 5 échanges avec les plateformes existantes	Rapport d'activités Rapport de missions		ANNEE 2 à 5
A.2.1.2.3 Suivi et amélioration des projets œuvrés au niveau des communautés	Au moins 5 projets mises en œuvres	Rapport d'activités Rapport de missions		ANNEE 2 à 5
R.2.1.3- Les solutions vis-à-vis des principaux facteurs de blocage pour le développement durable au niveau des Régions et des communautés sont identifiées	Au moins 50% des facteurs de blocages identifiés sont résolues	Rapport d'activités		ANNEE 2
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.1.3				
A.2.1.3.1 Identification des facteurs de blocage de développement et des solutions techniques/financiers adaptées au niveau de chaque région	Au moins une étude par CRGIZC existant est effectuée	Documents régionaux		ANNEE 2
A.2.1.3.2 Promotion du processus de collaboration et concertation au niveau des secteurs	Au moins 5 réunions d'échanges entre les secteurs	Rapport d'activités		ANNEE 2
A.2.1.3.3 Plaidoyer au niveau des secteurs cibles pour la réalisation des activités prioritaires	Au moins 5 plaidoyers au niveau des secteurs les secteurs	Rapport d'activités Rapport de missions		ANNEE 2
R 2.1.4- Un système de gestion de conflit est mise en place	Un système de gestion de conflit en place	Rapport d'activités		ANNEE 3

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.1.3				
A.2.1.4.1- Élaboration d'un mécanisme d'intervention	Un mécanisme de gestion de conflit conçu	Rapport d'activités		ANNEE 3
A.2.1.4.2- Renforcement de capacité sur le mécanisme au niveau régional et local	Au moins 5 séances de renforcement de capacités réalisés	Rapport de mission Rapport d'activités		ANNEE 3
A.2.1.4.3- Evaluation et amélioration périodique du système	Au moins 5 réunions d'évaluations réalisées	Rapport de Suivi-évaluation		ANNEE 3
Moyens pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 2.1				
<ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit de fonctionnement pour la mise en place des différentes sources d'information (site Web, journaux, flash infos,...) crédit de fonctionnement pour les recherches crédit disponible pour l'affectation/ recrutement d'une personne responsable de la communication Moyens humains : <ul style="list-style-type: none"> Organismes impliqués : CNGIZC, MEEF, MINCOM, MAEP point focal PANA et PNA, opérateurs privés, plateformes Autres moyens humains : prestataires de service, Moyens en équipements et matériels : fournitures de bureau et appui logistique 				
Objectif Spécifique 2.2- Promouvoir l'économie bleue dans les actions de développement durable des zones côtières et marines	Au moins 50 % des actions entreprises pour le développement durable des zones côtières promeuvent l'économie bleue	Rapport d'évaluation		ANNEE 2 à 5
R 2.2.1- Développer les politiques et les stratégies pour l'émergence de l'économie bleue	Politique et de stratégies pour l'émergence de l'économie bleue	Politique et de stratégies nationales		ANNEE 2 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.2.1				
A.2.2.1.1- Renforcer les cadres juridiques et réglementaires relatifs à la protection des écosystèmes et aux gestions des ressources marines	Des cadres juridiques et réglementaires renforcés	Document national		ANNEE 2
A.2.2.1.2- Mettre en place une structure pour la synergie et la coordination efficace entre les différents secteurs liés à l'économie bleue	Une structure de coordination mise en place	Une structure opérationnelle		ANNEE 2 à 5
R 2.2.2- Des orientations pour l'articulation des actions GIZC et de l'économie bleue sont élaborées	1 document d'orientation d'articulation de l'économie bleue et développement	Document national		ANNEE 2 à 5

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
	durable			
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.2.2				
A.2.2.2.1- Sensibilisation des acteurs économiques (opérateurs touristiques, opérateurs pétroliers, transports maritimes,) pour la promotion de l'approche GIZC dans la mise en œuvre de leurs activités	Au moins 10 réunions d'échanges avec les promoteurs de projet et opérateurs économiques	- PV de réunion - Rapport d'activités		ANNEE 2
A.2.2.2.2- Elaboration de guides pour l'amélioration des activités économiques en appliquant l'approche GIZC	Au moins 2 guides élaborés	Documents nationaux		ANNEE 2 à 5
A.2.2.2.3- Echange entre les acteurs pour l'amélioration continue des outils et de l'approche	Au moins 5 réunions d'échanges effectuées	PV de réunion Rapport d'activités		ANNEE 2 à 5
Moyens pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 2.2				
<ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit de fonctionnement pour les actions de sensibilisation et de concertation crédit disponible pour l'élaboration de divers document guide pour la promotion de la GIZC crédit disponible pour les différents analyse et études Crédit disponible pour les actions de suivi au niveau des CRGIZC Moyens humains : CNGIZC⁵, MEDD, MAEP, point focal PANA et PNA, opérateurs économiques, promoteurs de projets Moyens en équipements et matériels : fournitures de bureau et appui logistique 				
Objectif Spécifique.2.3- CONTRIBUER A LA DESENCLAVEMENT DES ZONES COTIERES	Des approches pour le désenclavement sont établies	Différent Projets		ANNEE 1 et 2
R 2.3.1- Réhabiliter et étendre les infrastructures de transport	Au moins 20% des infrastructures de transport sont réhabilités	Rapport national		ANNEE 2
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.3.1				
A.2.3.1.1 Identifier, classier et catégoriser les zones côtières selon leurs spécificités (en matière de désenclavement)	1 document de classification des zones côtières selon leur situation d'enclavement	Document national		ANNEE 2

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
A.2.3.1.2 Elaborer un document de planification de désenclavement des zones côtières (Schéma d'aménagement côtier par zone)	Schéma d'aménagement par Région côtière disposant de CRGIZC	SRAT		ANNEE 2
A.2.3.1.3 Etablir des partenariats pour réhabiliter les infrastructures des zones enclavées	Au moins 1 partenariat pour la réhabilitation des zones enclavées	Convention de partenariat		ANNEE 2
R 2.3.2- Améliorer les systèmes de communication	Au moins communication	Système de communication		ANNEE 1 et 2
Actions à entreprendre pour atteindre R.2.3.2				
A.2.3.2.1 Planifier l'équipement des communes rurales littorales en matériels de communication	1 document de planification pour l'équipement des communes en matériels de communication disponible sur au moins 2 Régions	Rapports d'activités		ANNEE 1
A.2.3.2.2 Promouvoir des collaborations avec les opérateurs de télécommunications	Au moins 1 partenariat de collaboration effectué	Convention de partenariat		ANNEE 2
Moyens pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 2.3 <ul style="list-style-type: none"> • Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> ○ crédit de fonctionnement pour les séances de validation ○ crédit disponible pour l'établissement des bases de données ○ crédit disponible pour le recrutement des prestataires de service ○ crédit disponible pour les missions régionales • Moyens humains : <ul style="list-style-type: none"> ○ Organismes impliqués : CNGIZC, MINCOM, MINJUS, MEDD, MAEP, point focal PANA, opérateurs de télécommunication, CTD, STD ○ Autres moyens humains : prestataires de service. • Moyens en équipements et matériels : fournitures de bureau et appui logistique 				
Composante Stratégique 3: Assurer la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines	La dégradation et destruction des ressources naturelles sont réduites au moins de 10%	Rapport national	Volonté manifeste de toutes les parties prenantes	
Objectif Spécifique 3.1- Promouvoir l'intégration des aspects du changement climatique	Au moins 50% des actions de développement durable des zones	Rapport d'évaluation		ANNEE 4 à 5

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
dans les actions de développement durable des zones côtières et marines	côtières et marines intègre l'aspect du CC			
R3.1.1- Des orientations pour la considération des aspects changements climatiques dans les actions de développement durable des zones côtières sont élaborées	1 document d'orientation d'intégration de CC dans les actions de développement durable	Document national		ANNEE 4 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.3.1.1				
A.3.1.1.1- Elaboration d'un guide d'intégration des aspects changements climatiques dans les actions de gestion durable des ressources côtières et marines	1 guide d'intégration de CC dans les actions de développement durable	Document national		ANNEE 4
A.3.1.1.2- Diffusion et formation auprès des secteurs et des comités GIZC pour l'utilisation du guide	Au moins 3 ateliers de vulgarisation de guide	Rapport d'atelier Rapport de mission		ANNEE 4 à 5
A.3.1.1.3- Suivi de l'application et réorientation du guide	Au moins 3 réunions de suivi et de réorientation	Rapport de suivi		ANNEE 5
R3.1.2- Des actions d'adaptations et atténuations sont promues au niveau des zones côtières et marines	Au moins 25% des actions d'adaptations et atténuations sont promues	Rapport national, rapport d'évaluation		ANNEE 1 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.3.1.2				
A.3.1.2.1- Identification, diffusion et recherche-action sur les bonnes pratiques en matière d'actions d'adaptation et atténuation face aux effets du changement climatique	1 document sur les bonnes pratiques d'actions d'adaptations face au changement climatique	Document national		ANNEE 1
A.3.1.2.2- Recherche de partenariat pour la mise en place des actions d'adaptions au niveau de quelques sites pilotes	Au moins 2 partenariats pour des sites pilotes	Convention de partenariat		ANNEE 2 à 5
Moyens pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 3.1 <ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit de fonctionnement pour les actions de sensibilisation et de concertation crédit disponible pour l'élaboration de divers document guide pour la promotion de la GIZC crédit disponible pour les différents analyse et études Crédit disponible pour les actions de suivi au niveau des CRGIZC 				

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
<ul style="list-style-type: none"> Moyens humains : CNGIZC⁶, MEDD, MAEP, point focal PANA et PNA Moyens en équipements et matériels : fournitures de bureau et appui logistique 				
Objectif Spécifique 3.2- Promouvoir la synergie des programmes/ plans d'actions des différentes institutions/ organismes/ projets impliquées dans la protection et la conservation des ressources naturelles et des écosystèmes (SAPM, ZH, RBM, BV...) dans les zones côtières et marines	Les zones d'actions et d'interventions des acteurs en matière de protection et de conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines se complètent	Rapport d'activités		ANNEE 1 à 5
R 3.2.1- Les actions de protection et de conservation des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines sont harmonisées	Taux de superposition des actions et interventions des acteurs et projets impliqués dans la protection et la conservation des ressources marines et côtières inférieurs à 30%	Base de données		ANNEE 1 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.3.2.1				
A.3.2.1.1 Recensement des structures qui s'occupent de la gestion des ressources marines et côtières (ONGs, communautés, ...)	Au moins 75% des structures qui œuvrent au niveau des zones côtières et marines sont répertoriées	Base de données		ANNEE 1
A.3.2.1.2 Inventaire des outils de gestion des ressources marines et côtières (AMP, transfert de gestion, ...)	1 listing de tous les outils en matière de gestion de ressources marines et côtières	Base de données		ANNEE 1
A.3.2.1.3 Capitalisation et diffusion de pratiques utilisées dans la gestion des ressources marines et côtières	1 document de capitalisation élaboré	Document national		ANNEE 1 à 5
A.3.2.1.4- Elaborer des stratégies sur la conservation/protection des ressources naturelles et des écosystèmes des zones côtières et marines (récifs coralliens, tortues marine)	1 document de stratégies élaboré	Document national		ANNEE 2 à 3
R 3.2.2- La mise en place d'un système de retombé économique au niveau des communautés de base (par	Au moins 50% des communautés de base aux alentours des zones protégées	Rapport d'évaluation		ANNEE 2 à 5

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
des arrêtées régionaux...) est appuyée	bénéficient d'un système de retombe économique			
Actions à entreprendre pour atteindre R.3.2.2				
A.3.2.2.1- Capitalisation du système de retombe existant	1 document de capitalisation élaboré	Document national		ANNEE 2
A.3.2.2.2- Lobbying auprès des intervenants pour la duplication des bonnes pratiques	Au moins 50% des structures consultes utilisent de système de retombées économiques pour la communauté	Rapport d'évaluation		ANNEE 2 à 5
R 3.2.3- Des actions pour l'atteinte de la promesse de Sydney sont promues	Au moins 50 % de la promesse du Sydney est atteinte	Rapport d'évaluation		ANNEE 2 à 5
Actions à entreprendre pour atteindre R.3.2.3				
A.3.2.3.1- Appui à la mise en place d'un cadre légale qui tient compte des particularités des aires marines protégées	1 cadre légal des AMP est en place	Document national		ANNEE 2
A.3.2.3.2- Appui à la mise en place d'un mécanisme de financement durable	Un mécanisme de financement mis en place	Rapport		ANNEE 2
A.3.2.3.3- Appui à la mise en place d'un outil de gestion harmonisé	1 outil de gestion harmonisé mis en place	Document		ANNEE 5
A.3.2.3.4- Promouvoir la création des AMP	Au moins 50% de la création d'AMP dans la promesse de Sydney est promu	Rapport d'évaluation		ANNEE 2 à 5
Moyens pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 3.2				
<ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit de fonctionnement pour les actions de sensibilisation, d'éducation, de formation et de concertation crédit disponible pour l'élaboration des outils crédit disponible pour l'étude et recherche crédit disponible pour vulgarisation des outils crédit disponible pour les missions de suivi crédit disponible pour la mission d'évaluation Moyens humains : Organismes impliqués : CNGIZC, MEDD, MINCOM, MAEP, point focal PANA et PNA, gestionnaires de parcs et de zones protégées Moyens matériels 				

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
Objectif Spécifique 3.3- CONTRIBUER A LA REDUCTION DES POLLUTIONS MARINES ET DE LA DEGRADATION DES RESSOURCES MARINES ET COTIERES	La pollution marine est réduite d'au moins de 20%. La dégradation des ressources marines et côtières est réduite de 5%.	Rapport national		
R 3.3.1- Un mécanisme de prévention de pollutions (marine, tellurique, atmosphérique) est instauré	1 mécanisme mise en place	Rapport d'activité		
Actions à entreprendre pour atteindre R.3.3.1				
A.3.3.1.1 Etablissement d'état des lieux sur les pollutions	1 document sur l'état de lieux	Document national		ANNEE 1
A.3.3.1.2 Proposition de mesures de préventions par rapport aux pollutions	Au moins une mesure de prévention par type de pollution est mise en œuvre	Rapport d'activité		ANNEE 2
A.3.3.1.3 Suivi et amélioration des mesures de prévention	Au moins une mesure corrective est mise en œuvre	Rapport d'activité		ANNEE 1 à 5
R 3.3.2- Des actions pour la réduction des pollutions marines et la dégradation des ressources marines et côtières sont entreprises	Au moins 1 mesure de réduction par type de pollutions sont mises en œuvre	Rapport d'activité		
Actions à entreprendre pour atteindre R.3.3.2				
A.3.3.2.1- Identification des mesures de réduction des pollutions marines et des dégradations des ressources marines et côtières	1 document de capitalisation sur les mesures de réduction de pollutions marines et des dégradations des ressources marines et côtières est élaboré	Document national		ANNEE 2
A.3.3.2.2- Diffusion des informations auprès des acteurs clés	Au moins 10 entités clés détiennent les informations sur les mesures de réduction	Rapport d'évaluation		ANNEE 2 à 5
A.3.3.2.3- Recherche de partenaire technique et financier pour la duplication des bonnes pratiques	Au moins 2 conventions de partenariat établis	Convention de partenariat		ANNEE 2 à 5
Moyens pour l'atteinte de l'objectif spécifique OS 3.2 <ul style="list-style-type: none"> Moyens financiers : <ul style="list-style-type: none"> crédit de fonctionnement pour les actions de communication crédit disponible pour l'élaboration des outils 				

Logique d'intervention	I.O.V	Sources de vérification	Hypothèses	Echéances
<ul style="list-style-type: none"> ○ crédit disponible pour l'étude et la capitalisation ○ crédit disponible pour vulgarisation des outils ○ crédit disponible pour les missions de suivi ○ crédit disponible pour la mission d'évaluation • Moyens humains : Organismes impliqués : CNGIZC, MEDD, MAEP, MINCOM, OLEP, CRGIZC,... 				



Aviculture pratiquée à Sainte-Marie (CNGIZC, 2018)



Culture Maraîchère pratiquée à Sainte-Marie (CNGIZC, 2018)

IV. CADRE INSTITUTIONNEL CHARGE DE LA COORDINATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PAN-GIZC

La coordination de la mise en œuvre des objectifs du Plan d'Action National pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières est assurée par le CN GIZC, rattaché à la Primature. Il est composé des représentants de l'ensemble des départements et entités nationales concernés par la gestion intégrée des zones côtières.

Le Document de Politique définit dans son ensemble les responsabilités du CNGIZC en matière de gestion intégrée des zones côtières et marines :

1. la coordination de la mise en œuvre des objectifs de la Stratégie Nationale de Développement Durable des Zones Côtières et Marines, à travers le Plan d'actions afférent,
2. Le CN GIZC a essentiellement un rôle de coordination de l'ensemble des partenaires concernés par la gestion intégrée des zones côtières, et de suivi de l'exécution cohérente du Plan d'action aux différents niveaux de gouvernance, dans le cadre défini par la Politique Nationale et la Stratégie Nationale de Développement Durable des Zones Côtières et Marines de Madagascar ;
3. Les activités elles-mêmes sont mises en œuvre par les différents opérateurs, qui relèvent de l'Etat, des collectivités territoriales, des acteurs économiques, et de la société civile, selon les cadres et les instruments définis par la loi aux différents niveaux de gouvernance (national, régional, local).

Par ailleurs, en tant que responsables techniques au sein de leurs Départements/ organismes respectifs, les missions des membres du CNGIZC consisteront à :

- a. procéder/ améliorer/ renforcer les actions de plaidoyer et de lobbying au sein de leurs institutions respectives sur le processus GIZC (politique, stratégie et plan de mise en œuvre),
- b. assurer l'intégration des principes directeurs de la GIZC (principes de gestion et stratégie d'approche) dans les Programmes/ Projets à mettre en œuvre et/ou mis en œuvre dans leurs institutions respectives,
- c. organiser et préparer des réunions de concertation avec les autres membres du CNGIZC pour proposer des activités prioritaires et/ou des thèmes d'actualités liés aux zones côtières et marines par rapport à leurs domaines/ secteurs respectifs.

L'avancement des activités nécessite d'être appuyé à différents niveaux. Pour certaines, particulièrement sur le plan local, il suffira de poursuivre les programmes déjà en cours en les restituant dans des cadres de planification plus vastes, régional et national. Pour d'autres, il faudra s'assurer d'une formalisation politique ou d'aménagements juridiques et réglementaires.

Le Comité National des Zones Côtières et Marines dispose d'une structure d'appui technique dénommée Groupe de Travail et de Réflexion, qui est organisé aux niveaux national et régional, ainsi que de relais aux niveaux régional (Comité Régional GIZC) et communal (comité Communal GIZC).

Par ailleurs, le travail du CNGIZC est structuré en commissions thématiques. Ces commissions thématiques travaillent sous la supervision du Président du CNGIZC. Les six commissions thématiques suivantes sont prévues:

- i) la commission thématique « Développement et intégration de la GIZC, infrastructure institutionnelle » ;
- ii) la commission thématique « pollutions, dégradations, changement climatique » ;
- iii) la commission thématique « gestion des écosystèmes » ;
- iv) la commission thématique « développement économique et social » ;
- v) la commission thématique « financement » ; et
- vi) la commission thématique « suivi-évaluation ».

4.1- CHAMPS D'APPLICATION TERRITORIAL DU PAN-GIZC 2019-2023

Actuellement, la situation de Madagascar face aux changements climatiques constitue un problème grave difficile à résoudre tant dans les zones côtières que sur les hauts-plateaux. On constate en effet que les changements se manifestent par le dérèglement du régime pluviométrique, l'augmentation de la température, la montée du niveau de la mer et l'intensification des événements climatiques extrêmes, pour ne parler que des cyclones, des inondations et des sécheresses qui parfois, interviennent de façon simultanée.

Conscient de ces effets néfastes sur le développement social et économique de Madagascar, l'État en a fait une de ses priorités et l'a intégré dans le Programme National de Développement. Dans cette optique, de nombreuses actions sont menées actuellement pour assurer l'adaptation des vies de la population à ce phénomène, ce qui constitue l'un des meilleurs moyens mis à disposition pour y faire face.

L'objet de ce chapitre est de présenter les problématiques et les informations utiles et nécessaires pour le développement des zones côtières et marines de Madagascar.

4.1.1- Informations diverses sur les 13 Régions littorales

Dans le cadre du processus de planification, le diagnostic environnemental approfondi des treize Régions littorales fait partie des activités prévues dans le Plan d'action c'est à dire l'ensemble des communes côtières, districts côtiers et les espaces définis par les bassins versants. Il permettra de préciser les objectifs et les actions prioritaires dans chacune des Régions, et enrichira ainsi par l'intégration de la GIZC, les plans de développement régionaux (PDR) et les plans communaux de développement (PCD) qui existent déjà dans les Régions littorales et les communes littorales.

Ci-après sont présentés des éléments du profil des treize Régions littorales.

- **La Région DIANA** : elle est située dans la partie Nord de l'Ile. Région à biodiversité élevée, attestée par des aires protégées, elle est riche en ressources halieutiques, en cultures de rentes, ses atouts en tourisme balnéaire, et ses ressources minières. Deux des cinq destinations touristiques de Madagascar se trouvent dans la Région DIANA, à savoir, Nosy Be et Antsiranana. La pêche et l'aquaculture crevettières constituent des activités économiques majeures de la Région. La Région souffre d'enclavement, surtout en saison des pluies, de risques élevés d'érosion et de pollutions, aussi bien industrielles que telluriques, ces dernières étant dues au déboisement avancé des bassins versants des cours d'eau qui la traversent. L'insécurité et l'absence de surveillance et contrôle maritime sont aussi des problèmes de la Région. La Région DIANA dispose actuellement d'un CLGIZC opérationnel.
- **La Région SOFIA** : la Région SOFIA est située dans la zone Nord-Ouest de l'Ile. Région à forte biodiversité marine et côtière, elle dispose d'aires marines protégées (Sahamalaza - Nosy Radama), avec une richesse en ressources minières, et présente des potentialités intéressantes en hydro-électricité. La Région souffre d'enclavement, d'insécurité, d'érosion et de pollutions telluriques dues au déboisement avancé des bassins versants des cours d'eau qui la traversent (le fleuve Sofia), d'absence de surveillance et de contrôle maritime.
- **La Région BOENY** : elle est située dans la zone Nord-Ouest de l'Ile, traversée par les grands cours d'eau de la Mahajamba, la Betsiboka, la Mahavavy. Cette Région est riche en biodiversité marine et côtière et de forêts secs (Parc National d'Ankarafantsika), de ressources minières (minerais de fer de Soalala, hydrocarbures). La Région souffre d'enclavement, d'érosion et de pollutions telluriques (envasement des estuaires des fleuves Betsiboka, Mahavavy, et Mahajamba), d'absence de surveillance et de contrôle maritimes.

- **La Région MELAKY** : elle est située dans la zone ouest de l'Ile. Elle est riche en biodiversité marine et côtière, en ressources minières (hydrocarbures) et halieutiques, a des atouts en tourisme (Tsingy de Bemaraha). Elle est fortement enclavée, et est de faible densité démographique ; elle souffre de problèmes d'insécurité, d'absence de surveillance et de contrôle maritime.
- **La Région MENABE** : elle se trouve dans la zone ouest de l'Ile. Elle dispose d'écosystèmes marins et côtiers très productifs, un fort potentiel de pêche et d'aquacultures et de nombreux sites touristiques. Elle souffre de faibles capacités de production agricole, de l'enclavement et de l'insécurité, de dégradations environnementales, plus particulièrement de phénomènes importants d'érosion et d'ensablement de zones de cultures et des embouchures des fleuves. La Région du MENABE a acquis des expériences en matière de GIZC, grâce à l'Opération Pilote du MENABE, du Projet Régional PRE-COI, qui a permis à la Région de disposer du « Plan Directeur Régional de Développement Durable de la Zone Côtière du MENABE ».
- **La Région ATSIMO-ANDREFANA** : Comme son l'indique, la Région ATSMO-ANDREFANA est située sur la côte Sud-ouest de l'Ile. Elle possède des zones littorales biologiquement productives, dotées de ressources minières, dispose d'aires protégées, et présente un fort potentiel touristique. Toliary constitue une des cinq destinations touristiques phares de la Grande Ile. Elle souffre des mêmes problèmes d'enclavement, d'insécurité, et d'un faible taux de scolarisation. La Région dispose d'acquis en matière de GIZC, la zone côtière de Toliary est l'un des sites d'intervention de la composante Environnement Marin et Côtier du PEII. La composante EMC du PEII s'est appuyée sur le GTR régional, impliquant bon nombre de partenaires locaux concernés par les écosystèmes marins et côtiers.
- **La Région ANDROY** : La Région ANDROY est située dans la partie extrême Sud de l'Ile. Elle est dotée d'atouts touristiques et en cultures vivrières, est riche en ressources halieutiques insuffisamment exploitées. La Région souffre de problèmes d'enclavement, d'insécurité, de sécheresse et de disettes chroniques (*kere*), d'absence de surveillance et de contrôle maritimes.
- **La Région ANOSY** : la Région d'ANOSY est située à la pointe Sud-Est de l'Ile. Elle est dotée d'une zone côtière très productive, et est riche en ressources halieutiques (langoustes) et en ressources minières (sables ilménites, saphir), et possède des potentialités touristiques élevées. Fort-Dauphin, le Chef-lieu de la Région est une des cinq destinations touristiques phares de la Grande Ile. La Région souffre de problèmes d'enclavement, d'insécurité, d'absence de surveillance et de contrôle maritimes. La Région d'ANOSY est organisée autour d'un Comité Régional de Développement (CRD), qui a développé son propre schéma directeur d'aménagement.
- **La Région ATSIMO-ATSINANANA** : comme son nom l'indique, la Région ATSIMO-ATSIGNANA est située dans la zone Sud-est de l'Ile. Région à biodiversité élevée, très productive (agriculture, forêts, mines, pêches), dotée de voies navigables, et d'un potentiel hydro-électrique intéressant, elle est confrontée à des problèmes de fortes pressions foncières, de risques élevés d'érosion dus aux déboisements intensifs, d'inondations dues aux fréquences élevées de cyclones, d'absence de surveillance et de contrôle maritimes.
- **La Région VATOVAVY FITOVINANY** : La Région VATOVAVY FITOVINAGNY est située dans la zone Sud-est de l'Ile. Région à forte biodiversité, très productive (agriculture, cultures de rente, forêts, mines, pêches), dotée de voies de navigations fluviales, et de potentiel hydro-électrique intéressant, la Région souffre de forte pression foncière, de risques élevés

d'érosion, de risques d'inondations dues aux fréquences des cyclones, d'absence de surveillance et de contrôle maritimes.

- **La Région ATSINANANA** : La Région ATSINANANA occupe la zone Est de l'Ile. Elle a une riche biodiversité, en cultures de rentes, en ressources halieutiques, et dispose d'axes routiers et de voies de navigation, et d'un potentiel hydro-électrique élevé. Elle est confrontée à des problèmes d'insécurité, de fortes pressions foncières, de déboisement intensif (pratique de tavy), d'enclavement relatif, d'absence de surveillance et de contrôle maritimes. La Région ATSINANANA a acquis des expériences en matière de GIZC : Foulpointe a été un site pilote du programme régional PRE-COI.
- **La Région ANALANJIROFO** : La Région ANALANJIROFO est située dans la zone Est de l'Ile. ANALANJIROFO est une Région à forte biodiversité, riche en cultures de rente, en ressources halieutiques, avec un potentiel hydroélectrique important. Elle possède plusieurs aires protégées (Réserve de Biosphère de Mananara, Réserve Spéciale de Nosy Mangabe, Parc National Masoala, Aire protégée de Makira.) et est dotée d'atouts touristiques importants. L'île Sainte Marie qui se trouve dans la Région, est l'une des cinq destinations touristiques phares de la Grande Ile. La Région souffre d'un enclavement relatif, d'insécurité, de forte pression foncière, d'absence de surveillance et de contrôle maritimes. La Région ANALANJIROFO a acquis des expériences en matière de GIZC : la gestion de la Réserve de Biosphère de Mananara Nord, l'application de la GELOSE marine dans la presqu'île de Masoala constituent des cadres de mise en œuvre de la GIZC dans la Région.
- **La Région SAVA** : La Région SAVA est située dans la zone Nord-est de l'Ile. La SAVA est une Région à forte biodiversité, riche en cultures de rente, en ressources halieutiques, possède un important potentiel hydroélectrique. Elle souffre d'enclavement, de risques élevés d'érosion et de pollutions, de la fréquence élevée et de la violence des cyclones, d'absence de surveillance et de contrôle maritimes.

4.1.2- Informations fondamentales dans le contexte du changement climatique

Des informations très importantes dans le contexte du changement climatique lors de la mise en œuvre du PAN-GIZC dans les 13 régions littorales constituent le champ d'application du nouveau PAN-GIZC. Celles concernant le climat, les écosystèmes, mais particulièrement les AMP, les Sites RAMSAR et les RBM existants sont mis en exergue dans ce paragraphe car étant un ensemble cohérent pouvant être défini comme des indicateurs de réponses sur la dynamique évolutive du processus GIZC dans une région donnée, tant en matière de gouvernance que de changement climatique.

Ces informations sont présentées dans le tableau 5 au verso.

Tableau 5 : Informations fondamentales sur les 13 Régions dans le contexte du changement climatique

Superficie	Caractéristiques climatiques	Informations pour les besoins de la GIZC			
		Ecosystèmes	SAPM	RBM	Sites Ramsar
REGION DU MENABE					
48 860 km	<ul style="list-style-type: none">- bioclimat de type subhumide chaud,- température moyenne : 20°C,- 500mm < Précipitation <1 600mm,- 6 à 7 mois secs	<p>4 866 332 ha :</p> <ul style="list-style-type: none">- Forêts sèches- Plans d’eaux- Zones marécageuses- Mangroves	<p>- 840 715,35 ha (chevauchant avec les autres Régions)</p> <p>- Représente 11,9% de la superficie totale des AMP</p>	<p>PN de Kirindy Mite – Belo surmer : 625 050 ha</p>	<p>Les zones humides de Bedo dans l’AP Menabe Antimena</p> <ul style="list-style-type: none">- Lac Bedo : 412 ha,- Marais de 747 ha- BV : 803 ha
					<p>Le complexe des lacs Ambondro et Sirave (CLAS) dans le PN Kirindy Mite :</p> <p>14 481,50 ha,</p>
					<p>Les mangroves de Tsiribihina : 47 218 ha</p>
REGION BOENY					
29 826 km2	<ul style="list-style-type: none">- climat de type tropical sec pendant la saison sèche (mai à octobre) et fortement influencé par la mousson durant la saison humide de novembre à avril.,- température moyenne : 27°C,- 1000mm<Précipitation<1 200mm,	<p>2 644 989 ha</p> <ul style="list-style-type: none">- forêts denses sèches- Forêts dégradées- Mangroves- Raphières- Savanes- Marécages- Plans d’eaux	<p>- 610.539Ha</p> <p>- représente environ 8,8% de la superficie totale des AMP</p>	-	<ul style="list-style-type: none">- Lac Kinkony : 13 800 ha- Site Bioculturel d’Antrema : 20 620 ha- ZH Ankarafantsika : 33 145 ha
REGION ATSIANANA					
22.382 km2	Littoral <ul style="list-style-type: none">- Chaud, humide à perhumide- P>1800mm- T>22°C	<ul style="list-style-type: none">- Forêts primaires- Forêts secondaires- Savanes- Végétation des marais et des marécages	<p>- 247 240 ha :</p> <p>- représente 3,56% de la superficie totale des AMP</p>	-	-
	Est et falaise Ombrophile <ul style="list-style-type: none">- Chaud, humide à perhumide- P>1600mm				

Superficie	Caractéristiques climatiques	Informations pour les besoins de la GIZC			
		Ecosystèmes	SAPM	RBM	Sites Ramsar
	<ul style="list-style-type: none"> - T>20°C 				
	Orientale : <ul style="list-style-type: none"> - Climat tropical tempéré - P>1200mm - T>16-21°C 				
REGION DE VATOVAVY FITOVINANY					
19 605 km²	<ul style="list-style-type: none"> - climat tropical du type chaud et humide - 15 °C<T<32 °C - Précipitation (mm) <ul style="list-style-type: none"> - Aride : 200 à 400 - Semi – aride : 400 à 600 - Sub – humide : 600 à 1 200 - Humide : 1 200 à 1 800 	<ul style="list-style-type: none"> - Prairies côtières - forêts denses humides sempervirentes - cultures diverses et de rizières - plan d’eaux - savanes - forêts littorales 	355 787 ha (chevauchant avec les autres Régions) - représente environ 5% de la superficie totale des AMP	-	Rivière Nosivolo et affluents : 358 511 ha
REGION DIANA					
19.266km²	Zone de Sambirano et de Nosy Be : <ul style="list-style-type: none"> - Pas de mois physiologiquement sec - P>2000mm - T : 26°C 	Ecosystèmes terrestres : <ul style="list-style-type: none"> - Les formations primaires (forêts primaires et fourrés) - Les formations secondaires (savoka et savanes) - Les formations particulières (végétation des affleurements rocheux, végétation des marais et marécages) Ecosystèmes marins <ul style="list-style-type: none"> - récifs coralliens - Mangroves 	1 249 689,87 ha (chevauchant avec les autres Régions) - représente environ 17,6% de la superficie totale des AMP	-	Zones Humides de Sahamalaza (DIANA – Soifia) : 24 049 ha
	Zone Nord (Antsiranana et Ambilobe) : <ul style="list-style-type: none"> - 7 mois secs - P moyenne : 940mm - T : 26°C 				
	Zone de la Montagne d’Ambre et de Tsaratanàna : <ul style="list-style-type: none"> - climat tropical semi-humide - T moyenne : 18°C - P : 1500mm en 116 jours 				

Superficie	Caractéristiques climatiques	Informations pour les besoins de la GIZC			
		Ecosystèmes	SAPM	RBM	Sites Ramsar
REGION SOFIA					
50 100 km²	- climat sub-humide, avec deux saisons bien distinctes, sèche de Mai à Octobre, humide de Novembre à Avril - T élevée sur les zones côtières : 26°C	- Mangroves, - Récifs coralliens, - Lagunes, - Plages sableuses, - Plages de galets	792 727,896 ha (chevauchant avec les autres Régions) - représente environ 11,2% de la superficie totale des AMP	-	- Complexe des Zones Humides de Bemanevika : 10.000Ha - Zones Humides de Sahamalaza : 24 049 ha - Le lac Sofia : 1 650 ha
REGION ATSIMO ANDREFANA					
66 236 km2	- grande variabilité qui s'apparente à une zone semi-aride - T moyenne : 24°C (Les températures extrêmes absolues sont 46°C et 12°C) - 340 mm<P< 750 mm		- 1 426 495 ha - représente environ 9% de la superficie totale des aires protégées de Madagascar	-	- PN Tsimanampetsotsa : 203 740 ha - Barrière de Corail de Nosy Ve Androka : 91 445 ha - Zones humides de l'Onilahy : 42 950 ha
REGION ANOSY					
25 731 km²	Basins versants sur le côté Est des chaînes Anosyennes : - soumise à l'Alizé toute l'année (vent humide et relativement chaud), climat humide et chaud - 17°C<T<32°C - Mois le plus arrosé : Février (P : 900mm), mois le plus sec Septembre (P : 90mm)	532 553Ha : - écosystèmes terrestres : forêts humides,bush épineux, milieux ouverts (savane, <i>Phillipia</i> , prairies et champs agricoles) et de <i>savoka</i> , de forêts de transition et d'eaux continentales - écosystèmes des parties	- 260 385 ha - représente environ 3,7% de la superficie totale des AMP		
	Chaînes Anosyennes - climat humide à perhumide frais (présence permanente de brouillard) - Versants Est exposés aux vents très humides, Versant Ouest très sec				
	Bassins versants: - pluies rares mais orageuses, rosée				

Superficie	Caractéristiques climatiques	Informations pour les besoins de la GIZC			
		Ecosystèmes	SAPM	RBM	Sites Ramsar
	nocturne et brouillards matinaux fréquents - 18°C<T<31°C - Mois le plus arrosé : Janvier (P : 147mm en 9 jours, Mois le plus sec : Août (P : 5,8mm, en 2 jours)	littorales : forêts littorales, mangroves, zones humides (marécages et lagunes) - écosystème marin : récifs coralliens			
	Zone Betroka - climat assez frais à l’Est et de plus en plus chaud à mesure que l’on approche de l’Ouest, Vent presque vers l’Est et le Nord-Est (Betroka) et phénomène de Mistral pour Isoanala - T moyenne : 22,5°C - 800mm<P<1200mm				
REGION ANDROY					
19.540 km²	- climat semi-aride - P : 400 mm mal répartie dans l’année - sécheresse avec une variation périodique tous les huit à dix ans - présence quasi permanente du « Tsiokatsimo ».		- 28 403 ha représente environ 0,4% de la superficie totale des AMP	-	-
REGION ATSIMO ATSIANANA					
18.863 km2	- climat chaud et humide - fréquemment touchée par les cyclones et les cataclysmes naturels (inondations) - T moyenne : 22°C - Humidité due aux fortes précipitations qui caractérisent		- 516 002,15 ha (chevauchant avec les autres Régions) - représente environ 7,3% de la superficie totale des AMP	-	-

Superficie	Caractéristiques climatiques	Informations pour les besoins de la GIZC			
		Ecosystèmes	SAPM	RBM	Sites Ramsar
	toute la côte Est de Madagascar sous l'influence de l'anticyclone du Sud Est de l'Océan Indien - Les précipitations diminuent à mesure qu'on s'éloigne de côtes				
REGION ANALANJIROFO					
21 930 km	- pluviométrie entre 180 jours et 300 jours (du mois d'Octobre jusqu'en Mai) : très fortes précipitations avec une moyenne mensuelle pouvant atteindre de 80 à 160mm - climat relativement frais avec des précipitations moins importantes qu'en saison humide - humidité atmosphérique oscillant entre 92 et 97%, T moyenne : 24°C		- 772 631 ha (chevauchant avec les autres Régions) - représente environ 11% de la superficie totale des AMP	RBM de Mananara Nord : estimée à 140 000 ha	21 930 km
REGION SAVA					
25.518km²	- T moyenne : 24°C - Amplitude thermique moyenne : 8		1 057 725 ha (chevauchant avec les autres Régions) - représente environ 15% de la superficie totale des AMP	-	-
REGION MELAKY					
38 852 km²	- Climat de type tropical très contrasté : saison chaude et pluvieuse de Novembre à Avril, saison fraîche et sèche de Mai à Octobre		- 296 820 ha (chevauchant avec les autres Régions) - représente environ 4,2% de la superficie totale des AMP	-	-

Source : TBE national, 2017

4.2- MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE SUIVI EVALUATION

4.2.1- CADRAGE GENERAL DU SYSTEME DE SUIVI EVALUATION

Le SSE comprend en général un suivi courant et une évaluation des impacts :

- **le suivi** est une activité continue, interne au projet, qui consiste à **collecter** et à **analyser** systématiquement l'information afin de suivre les progrès réalisés (niveau de réalisation) par rapport à ce qui était initialement prévu et permettre ainsi de procéder, le cas échéant, à des ajustements. Il permet ainsi le **pilotage de la mise en œuvre du PAN-GIZC**, d'**adapter les stratégies** et de **guider la prise de décisions** relatives à sa gestion. Il revêt une dimension opérationnelle qui nécessite un processus continu de collecte et de traitement de l'information tout au long de la période d'exécution de l'activité ou du projet.
- **l'évaluation** revêt davantage une **dimension stratégique**. Elle donne une appréciation sur toute la durée de l'action ou du projet et s'appuie sur les données en examinant comment les activités se sont déroulées et quels ont été leurs impacts. Elle utilise les informations récoltées par le suivi.

Il pourrait être tentant pour les différentes parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du PAN-GIZC de disposer d'un suivi détaillé presque au jour le jour ou d'évaluations sous toutes ses formes de toutes les opérations sur les activités liées à la gestion intégrée des zones côtières et marines. La mise en œuvre de ce Document est effectivement intéressante à suivre ou à étudier: d'une part elle met en jeu un nombre important d'aspects (social, environnemental, économique, administratif, biologique, etc.....) et d'autre part, le processus constitue un système original et novateur produisant de ce fait des données inédites.

Compte tenu de cette innovation, et sans nier le fait qu'il puisse devenir un objet de contrôle systématique et continu, son développement est conditionné par la mise en place d'un système opérationnel de pilotage. Il faut donc se placer résolument dans l'optique de sélectionner les aspects déterminants qui devraient indiquer de manière consistante l'opérationnalisation du PAN-GIZC.

Deux niveaux intermédiaires existent dans les étapes du processus de mise en œuvre du PAN-GIZC, dont essentiellement :

- les informations à recueillir, les enquêtes à effectuer, la compilation et l'analyse des données qui seront à remonter aux niveaux plus élevés,
- les résultats des analyses à partir des données recueillies, à partir desquels on établira un système de suivi évaluation faisant apparaître tous les détails utiles dans la prise des décisions finales..

Tous ces niveaux intermédiaires sont certes nécessaires, mais si l'on veut placer dans une optique de système de suivi évaluation pragmatique qui vise à une sélection des niveaux et des actions précises pour le processus de mise en œuvre du PAN-GIZC, il faut résolument se tourner vers des étapes sélectionnées où seules, les données essentielles seront remontées aux niveaux supérieurs. Ceci implique dès lors une certaine simplification du système ou plutôt une focalisation sur les faits majeurs.

4.2.2- GRANDES LIGNES DU SYSTEME DE SUIVI EVALUATION

ASPECTS FONDAMENTAUX NECESSITANT UN SYSTEME DE SUIVI EVALUATION

Malgré la tentation pour les différentes parties impliquées dans la mise en œuvre du PAN-GIZC de disposer d'un suivi détaillé au jour le jour, il faut prendre en considération les aspects qui revêtent le plus d'importance, et partant, se placer résolument dans l'optique de sélectionner les aspects

déterminants qui devraient indiquer de manière consistante si le sous-projet est bien opérationnel ou pas.

C'est la raison pour laquelle les aspects choisis dans le système de SSE sont basés sur les trois piliers fondamentaux du développement durable :

- l'aspect économique,
- l'aspect social,
- l'aspect environnemental, avec l'élément sur la gouvernance.

DETERMINATION DES ELEMENTS ESSENTIELS POUR LE DISPOSITIF DE SUIVI

On parle notamment ici des Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV) qui constituent les pierres angulaires pour la vérification des réalisations des activités inscrites dans les PTA et qui doivent être en concert avec les trois aspects fondamentaux mentionnés dans le paragraphe précédent. Le tableau 8 ci-après présente à titre d'exemple les éléments essentiels dans le dispositif de suivi et qui devraient être identifiés et définis d'un commun accord entre toutes les parties prenantes, ou du moins, avec les membres du CNGIZC.

Tableau 8 : Eléments essentiels du dispositif de suivi

INDICATEURS (IOV)	ENTITES RESPONSABLE	FREQUENCE DE SUIVI	METHODE DE SUIVI
INDICATEURS DU PILIER ENVIRONNEMENTAL			
INDICATEURS DU PILIER SOCIAL			
INDICATEURS DU PILIER ECONOMIQUE			
INDICATEURS DE GOUVERNANCE			

MISE EN PLACE DES DIFFERENTS OUTILS

Le système de suivi évaluation du PAN-GIZC devrait être un système simple, réaliste et facilement réalisable. Il devrait être notamment opérationnel à tous les niveaux de gouvernance (local/ communal/ régional/ national) et devrait en conséquence être issu des indicateurs mentionnés dans les PTA. A cet égard, et afin d'avoir une vision plus élargie du système, deux outils sont proposés :

❖ *la grille multiniveaux/ multifonctions (Annexe I)* : elle permettra de connaître et d'apprécier les responsabilités de chaque partie prenante dans le dispositif de suivi. Cette grille fera notamment apparaître les points clés suivants :

- le niveau des informations (à quels niveaux administratifs les recueillir ?),
- les prises de responsabilités de chaque acteur impliqué dans le dispositif (qui fait quoi ?) : collecte des données, traitement des données, élaboration des rapports, coordination et/ou présentation des résultats.

Cette grille multifonctions/ multiniveaux devrait être affichée dans tous les bureaux des parties prenantes à tous les niveaux de gouvernance, notamment au niveau des ST pour que ces derniers puissent les suivre et les appliquer durant la mise en œuvre du PAN-GIZC par rapport aux activités inscrites dans les PTA. D'autre part, des canevas de rapports à chaque niveau administratif devraient être conçus et standardisés pour faciliter la collecte et le traitement des données.

❖ *le tableau de bord pour le pilotage du SSE (Annexe II) : le système* de suivi-évaluation constitue une composante essentielle de la bonne gestion et de la redevabilité de la mise en œuvre du PAN-GIZC. Il est essentiel pour juger de la progression réalisée en direction des objectifs et des résultats et pour fournir des informations fiables et précises aux différentes parties prenantes. Il peut servir différents objectifs:

- **éclairer la conduite et le pilotage des actions** et ainsi faciliter la prise de décisions ;
- **rendre compte** de l'exécution, des résultats et des effets d'actions mises en œuvre (ainsi que le degré d'atteinte des objectifs fixés initialement) **aux différentes parties prenantes** ;
- capitaliser, diffuser et concernant la mise en œuvre d'actions, les résultats et les effets.

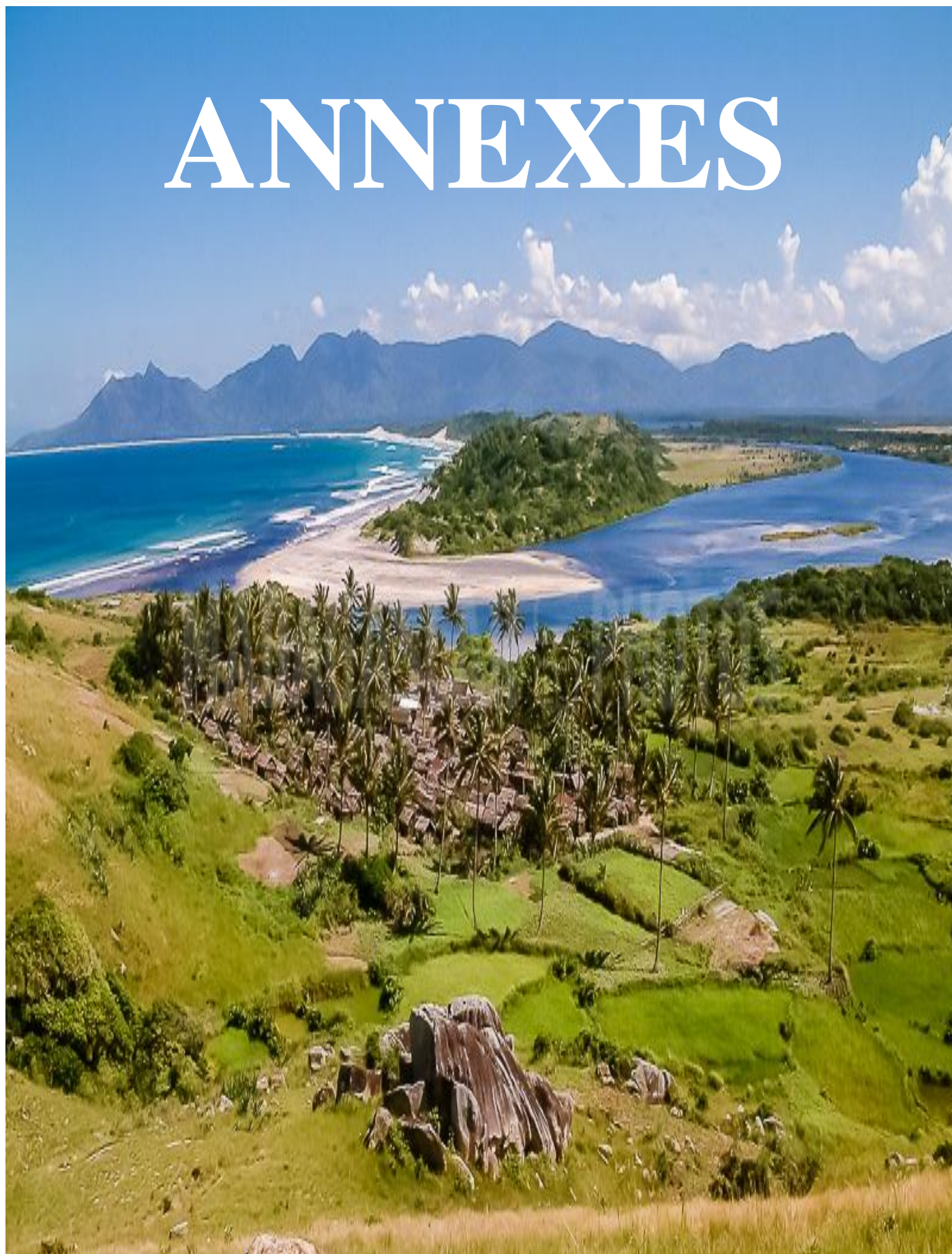
D'une manière générale, le pilotage du SSE se réduit à 4 actions fondamentales :

- a. la prévision des différents moyens (techniques, administratifs, institutionnels,...)
- b. les observations et analyses des données recueillies et des problèmes existants,
- c. les réactions face à l'évolution des résultats
- d. la diffusion/ publication des différentes informations.



*Atelier de Mise en place du Comité Local de la Gestion Intégrée des Zones Côtières (CLGIZC)
Sainte-Marie*

ANNEXES



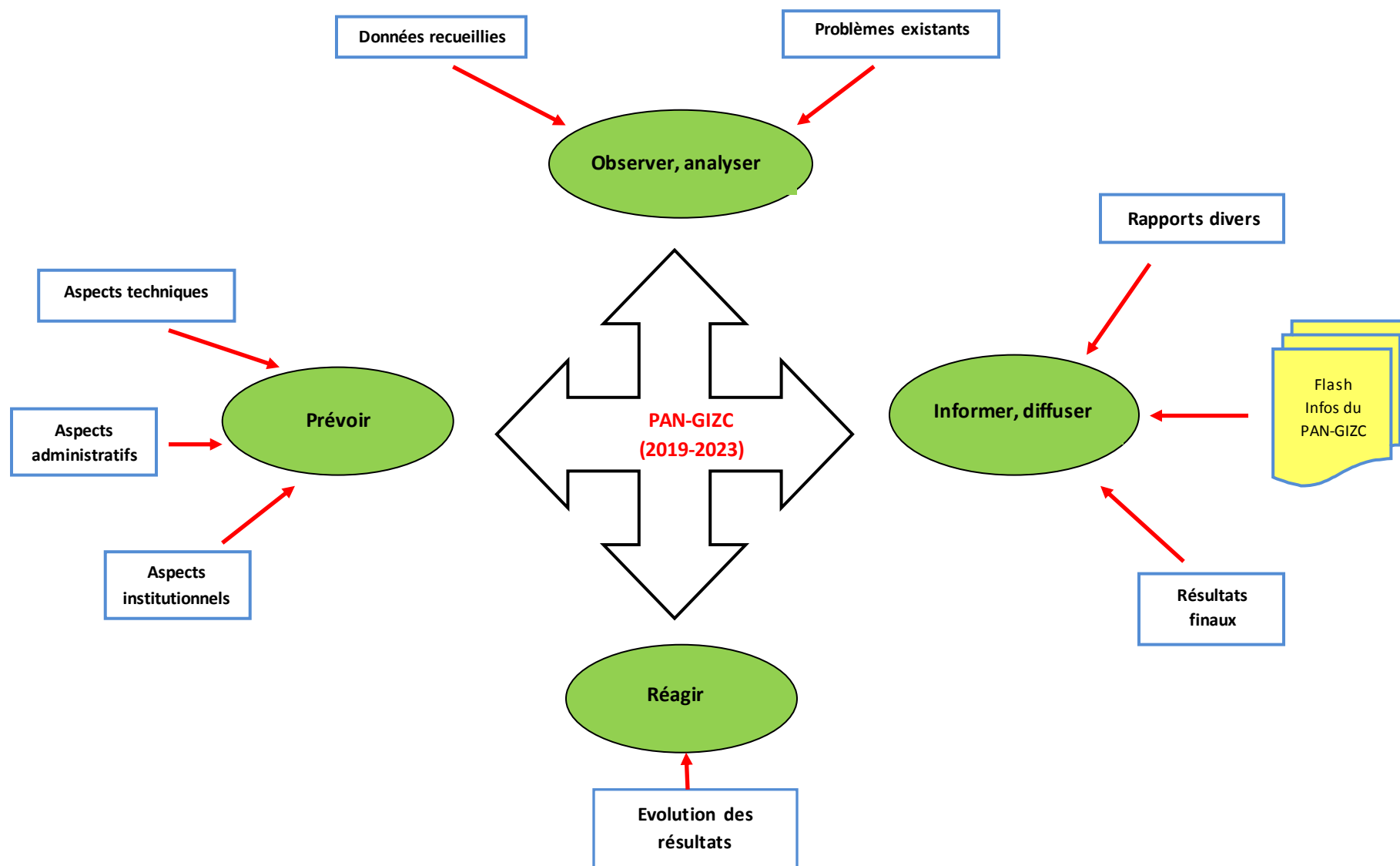
ANNEXE I : Présentation globale de la grille multifonctions/multiniveaux

INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES (IOV)	ENTITES RESPONSABLES	NIVEAUX D'INFORMATION				QUI FAIT QUOI ?															
		L	C	R	N	Collecte des données				Traitement des données				Elaboration des rapports				Coordination/ présentation/ diffusion des résultats			
						L	C	R	N	L	C	R	N	L	C	R	N	L	C	R	N
PILIER ENVIRONNEMENTAL																					
PILIER SOCIAL																					
PILIER ECONOMIQUE																					
GOUVERNANCE																					

L : local ; C : communal ; R : régional ; N : national

REMARQUE : à noter que si la grille reste inamovible, par contre, son contenu est susceptible de changer par an en fonction des indicateurs liés au PTA.

ANNEXE II : Exemple de produits d'aide à la décision pour le pilotage du PAN-GIZC (2019-2023)



ANNEXE III: Références bibliographiques

- Synergie entre les Conventions environnementales de Rio : désertification, biodiversité et changements climatiques : Synthèse de l'étude « Synergie entre les trois conventions » réalisée par R. Bessaoud – Consultant (Mars 2003)
- « La gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée, du local au régional : la GIZC face au changement climatique » : colloque organisé dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union Européenne le 18-19/12/2008 à Nice – France
- « Gestion intégrée des zones côtières en Méditerranée par *Pegasoproject* – Union Européenne, (2009)
- Document de politique de développement durable des zones côtières et marines de Madagascar : Primature, Comité National de Gestion Intégrée des Zones côtières - Mars 2010
- Document de Stratégie Nationale de développement durable des zones côtières et marines de Madagascar : Primature, Comité National de Gestion Intégrée des Zones côtières - Mars 2010
- Gestion intégrée des zones côtières et adaptation au changement climatique en Méditerranée par Julien ROCHETTE, Alexandre MAGNAN, Raphaël BILLE, Institut au Développement Durable des Relations Internationales (IDDRI), 2011 ;
- Plan d'Actions National pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières et Marines 2011- 2015
- Décret 2010-137 du 23/03/2010 portant réglementation de la gestion intégrée des zones côtières et marines de Madagascar
- L'adaptation du littoral aux changements climatiques dans le droit français par Betty QUEFFELEC, UMR-AMUR, Septembre 2010,
- Les Objectifs du Développement Durable (ODD), Organisation des Nations Unies (ONU), 25/09/2015,
- Rapport d'activités annuel 2015 du CNGIZC, Décembre 2015
- Plan Directeur de la Recherche sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire Nutritionnelle 2015-2019 : MESUPRES et MPAE, en coopération avec le Projet PARRUR (Octobre 2015) ;
- Plan Directeur de la Recherche sur la santé et la Biodiversité 2015-2019 : MESUPRES et MPAE, en coopération avec le Projet PARRUR (Octobre 2015) ;
- Plan Directeur de la Recherche sur les Energies renouvelables 2015-2019 : MESUPRES et MPAE, en coopération avec le Projet PARRUR (Octobre 2015) ;
- Plan Directeur de la Recherche sur la santé et la Biodiversité 2015-2019 : MESUPRES et MPAE, en coopération avec le Projet PARRUR (Octobre 2015)
- Plan Directeur de la Recherche sur l'Environnement lié au Changement climatique 2015-2019 : MESUPRES et MPAE, en coopération avec le Projet PARRUR (Octobre 2015)
- Rapport d'activités annuel 2016 du CNGIZC, Décembre 2016
- Analyse de la vulnérabilité au changement climatique de 4 zones côtières a Madagascar: Menabe, Boeny, Atsinanana, et Vatovavy Fitovinany, Projet « Adaptation de la gestion de la zone côtière au changement climatique en tenant compte des écosystèmes et des moyens de subsistance » -MEEF, GEF, UNEP (Février 2017)
- La Conférence de Bonn de 2017 sur les changements climatiques, 23^e édition (COP 23), du 06 au 17/11/2017.



Adresse: 4ème étage, Maison des Produits, 67Ha, ANTANANARIVO 101 – MADAGASCAR

E-mail: cngizc@primature.gov.mg

Web: www.primature.gov.mg/cngizc